

Eurobaromètre 58.1 - Edition standard – Automne 2002

**L'élargissement,  
la connaissance de l'Union européenne,  
l'attitude par rapport à des options politiques**

**L'opinion des habitants du Luxembourg**

Etude réalisée pour le compte de la  
Représentation de la Commission européenne  
au Luxembourg

**Ce document ne reflète pas les points de vue  
de la Commission européenne  
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport  
sont celles de l'auteur**

xx janvier 2003

---

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg  
Bâtiment Jean Monnet L-2920 Luxembourg Tel. 4301-32925 E-mail: Burlux@cec.eu.int

## **Eurobaromètre, des sondages réguliers**

Un échantillon de 600 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973 pour le compte de la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de 1.000 personnes par Etat membre, le Luxembourg faisant exception avec un échantillon composé de 600 personnes, dont 71% sont de nationalité luxembourgeoise et 29% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le 58<sup>e</sup> rapport a été élaboré dans une période cruciale de la construction européenne. La Convention chargée de préparer la réforme des institutions est en pleins travaux, l'élargissement de l'UE se prépare et l'euro est devenu une réalité pour les citoyens de l'Union économique et monétaire.

La première partie du rapport analyse l'attitude des sondés par rapport à l'élargissement de l'Union européenne. Dans quelle mesure les citoyens sont-ils informés sur l'élargissement, sont-ils en accord ou en désaccord avec certaines propositions, quelles sont leurs craintes et leurs attentes à propos de l'Europe élargie? La lecture du rapport doit se faire en sachant que le sondage 58.1<sup>1</sup> a été réalisé avant le sommet de Copenhague qui a décidé de l'élargissement à dix pays candidats en 2004.

La deuxième partie du rapport commente les connaissances des résidents du Luxembourg sur l'UE, leurs sources d'information sur l'UE, ses politiques et ses institutions, la confiance qu'inspirent ces institutions ainsi que l'effet bénéfique que ces mêmes résidents ressentent en appartenant à l'UE.

La troisième partie du rapport traite l'intérêt général apporté par les citoyens aux sujets politiques, le sentiment que l'UE leur inspire, leur vision par rapport à leur appartenance à une nationalité, la fierté d'être Européen, ainsi que leur attitude vis-à-vis du processus décisionnel partagé entre autorités européennes et nationales.

---

<sup>1</sup> Il est recommandé de se reporter également aux rapports spéciaux 'Elargissement' [132.1](#) et [132.2](#) ([liens Internet !!](#)) couvrant le Luxembourg sur la base des sondages réalisés en septembre 2002 et en novembre 2002, à partir de méthodologies et questions différentes.

Le rapport du 58<sup>e</sup> sondage Eurobaromètre, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par «[Almathea Consulting, Luxembourg](#)».

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: [.....](#)

## Répartition socio-démographique de l'échantillon luxembourgeois pour le sondage Eurobaromètre 58 – automne 2002

L'échantillon luxembourgeois est composé de 600 personnes, dont 71,3% sont de nationalité luxembourgeoise et 28,7% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

Belgique	3,1%
Danemark	0,1%
Allemagne	2,0%
Grèce	0,0%
Espagne	0,4%
France	4,7%
Irlande	0,0%
Italie	6,2%
Pays-Bas	0,5%
Portugal	11,1%
Royaume-Uni	0,3%
Autriche	0,0%
Suède	0,3%
Finlande	0,0%

Répartition par sexe:

Hommes	47,5%
Femmes	52,5%

Répartition par classe d'âge:

15-24 ans	13,2%
25-39 ans	31,5%
40-54 ans	20,8%
+ 55 ans	34,5%

Répartition par classe socioprofessionnelle:

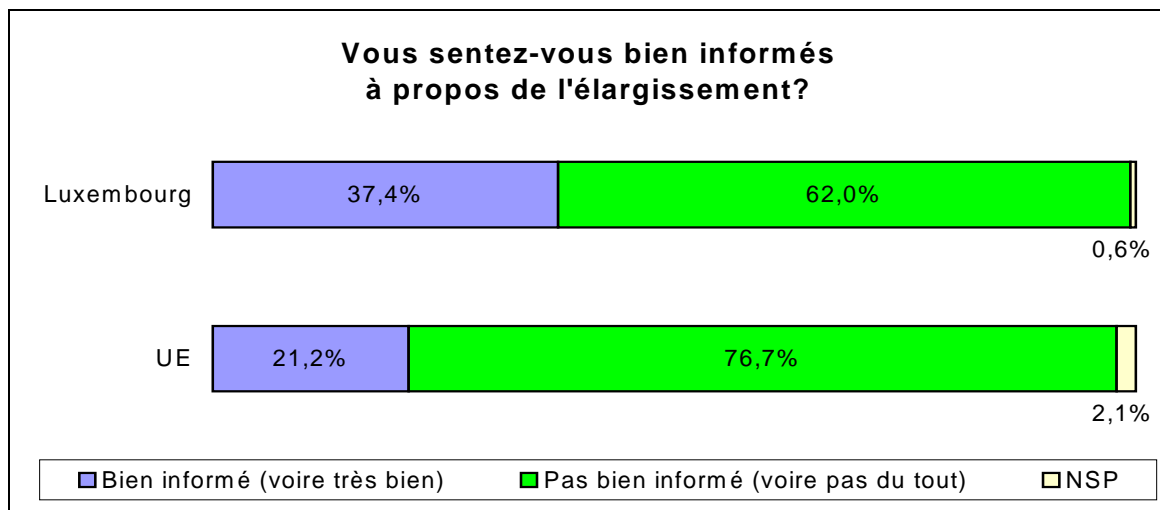
Professions libérales	5,2%
Managers	11,5%
Autres Cadres	17,3%
Ouvriers	20,7%
Personnes au foyer	14,8%
Chômeurs	1,8%
Retraités	20,8%
Etudiants	8%

## I. L'Elargissement de l'Union européenne

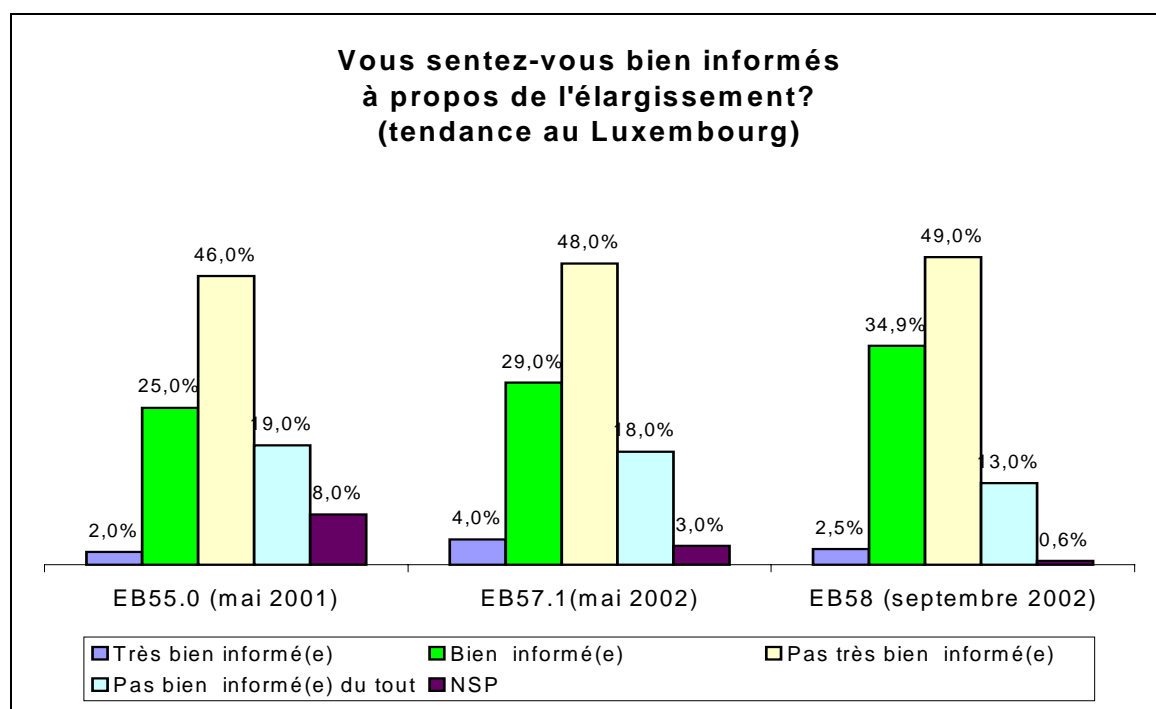
La première partie analyse l'état d'information des sondés sur l'élargissement, leur opinion sur le processus décisionnel communautaire après l'élargissement, leur accord ou désaccord avec certaines propositions, leurs craintes et leurs attentes à propos de l'Europe élargie. Il faut garder à l'esprit que le sondage a été réalisé du 1<sup>er</sup> octobre au 5 novembre 2002, près de deux mois avant le sommet de Copenhague qui a fixé les dix pays candidats qui adhéreront à l'UE en 2004.

### I.1. Plus d'un tiers est bien informé

Au Luxembourg, 37% des habitants se déclarent bien ou très bien informés à propos de l'élargissement, la moyenne européenne se limitant à 21%. 62% se sentent pas bien, voire pas du tout informés, contre 77% dans l'Union européenne.



Par rapport aux sondages précédents, le pourcentage des personnes se déclarent très bien informées, voire bien informées a augmenté régulièrement (+10 points par rapport à mai 2001) celui des personnes ne s'estimant pas bien informées voire pas informées du tout, a diminué légèrement (-3 points), le nombre de personnes ne sachant pas est passé de 8% à pratiquement 0%.



Au Luxembourg, la tranche d'âge des 55 ans et plus se sent bien, voire très bien informée (43%), suivie de celle des 40-54 ans (41%) et celle des 15-24 ans (35%).

Les sondés âgés de 25 à 39 ans représentent la première catégorie à se dire mal, voire très mal informée (70%), suivie par les 15-24 ans (62%) et les 40-54 ans (59%).

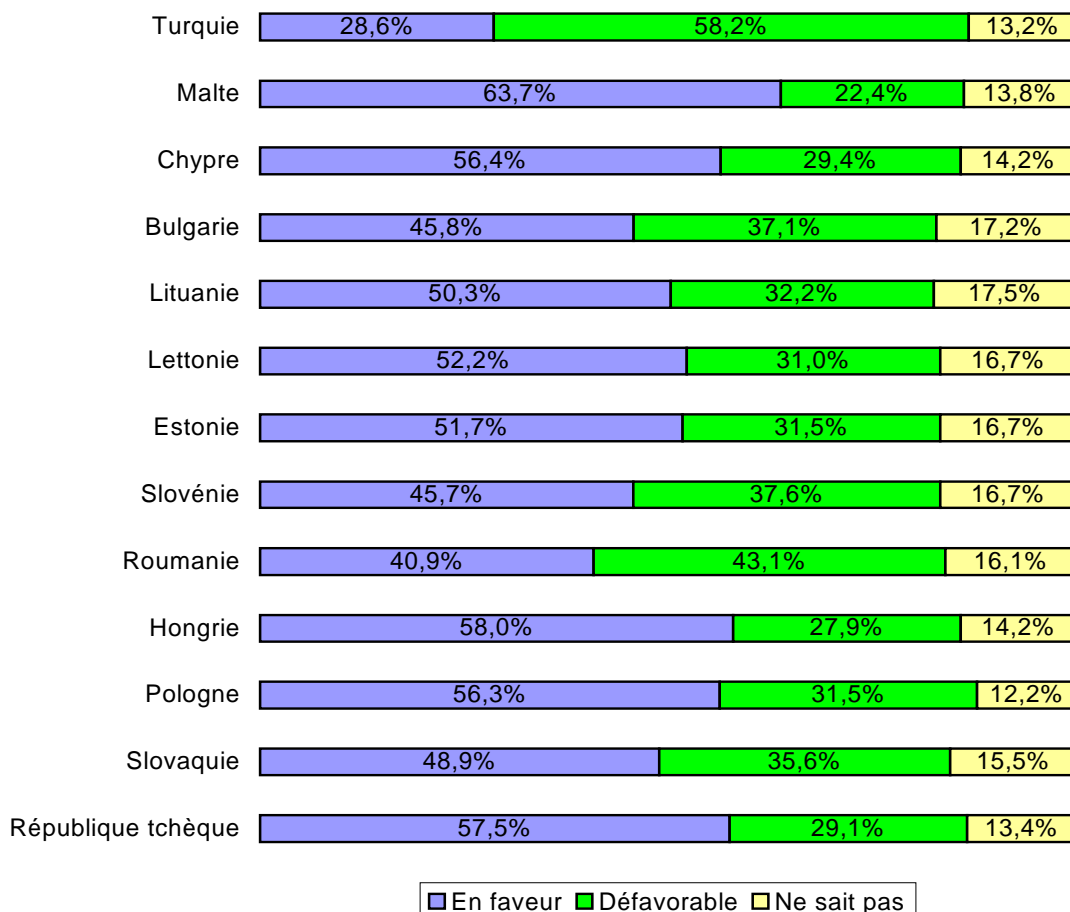
L'analyse par classes socioprofessionnelles révèle que les personnes qui, au Luxembourg, se déclarent le mieux informés sont les managers (47%). Viennent ensuite les indépendants (42%), les retraités (41%), suivis des personnes au foyer (40%). Les cols blancs (71%) et les étudiants (70%) se prétendent pas bien informés, voire pas informés du tout.

Au niveau européen, la tranche d'âge des 40-54 ans (24%) se sent bien, voire très bien informée, suivie de celle des 55 ans et plus (21%). Ne se sentent pas bien informés, voire pas informés du tout, les 15-24 ans (80%) et les 25-39 ans (77%). En termes socioprofessionnels, les mieux informés sont les managers (32%), les indépendants (31%) et les personnes faisant des études (22%).

## **I.2. Malte, Hongrie, République tchèque, Chypre et Pologne en tête**

Les réponses des sondés luxembourgeois à la question «Pour chacun des pays suivants, seriez-vous favorable ou défavorable à ce qu'à l'avenir il fasse partie de l'Union européenne?» varient fortement en fonction des pays candidats.

**Êtes-vous favorable ou défavorable  
à l'adhésion des pays candidats suivants?  
(Luxembourg)**



Au Luxembourg, les citoyens accordent leur faveur à cinq pays candidats : Malte (64%), la Hongrie (58%), la République tchèque (58%), Chypre (56%) et la Pologne (56%). La Turquie est citée en dernier lieu, avec 29% loin derrière les douze autres pays candidats.

**Malte** est le pays favori des Luxembourgeois parmi les candidats. Les 40-54 ans (72%), suivis des 15-24 ans (68%), sont ceux parmi les classes d'âges qui sont le plus en faveur de son adhésion. Dans les classes socioprofessionnelles, ce sont surtout les indépendants (76%), les étudiants (73%) et les managers (71%) qui citent le pays comme leur premier choix.

La **Hongrie** est citée en deuxième position au Luxembourg. En termes de catégories d'âges, ce sont les 40-54 ans (65%), mais aussi les jeunes, les 15-24 ans (60%) qui sont en faveur de l'adhésion de la Hongrie. Dans les classes socioprofessionnelles, les indépendants (70%), les étudiants (65%) et les ouvriers (61%) sont en faveur de la Hongrie.



Pour la **République tchèque**, ce sont surtout les 40-54 ans (64%) et les 55 ans et plus (64%) qui sont le plus favorables à l'adhésion de ce pays. En termes de classes socioprofessionnelles, les indépendants (68%), les managers (64%), suivi des cols blancs (59%) apprécient l'adhésion de la République tchèque.

Reste à remarquer que ce sont à chaque fois les catégories d'âges des 40-54 ans qui semblent être le plus en faveur pour l'adhésion de nouveaux pays en général.

### **I.3. La Norvège et la Suisse plébiscitées pour adhérer à l'UE**

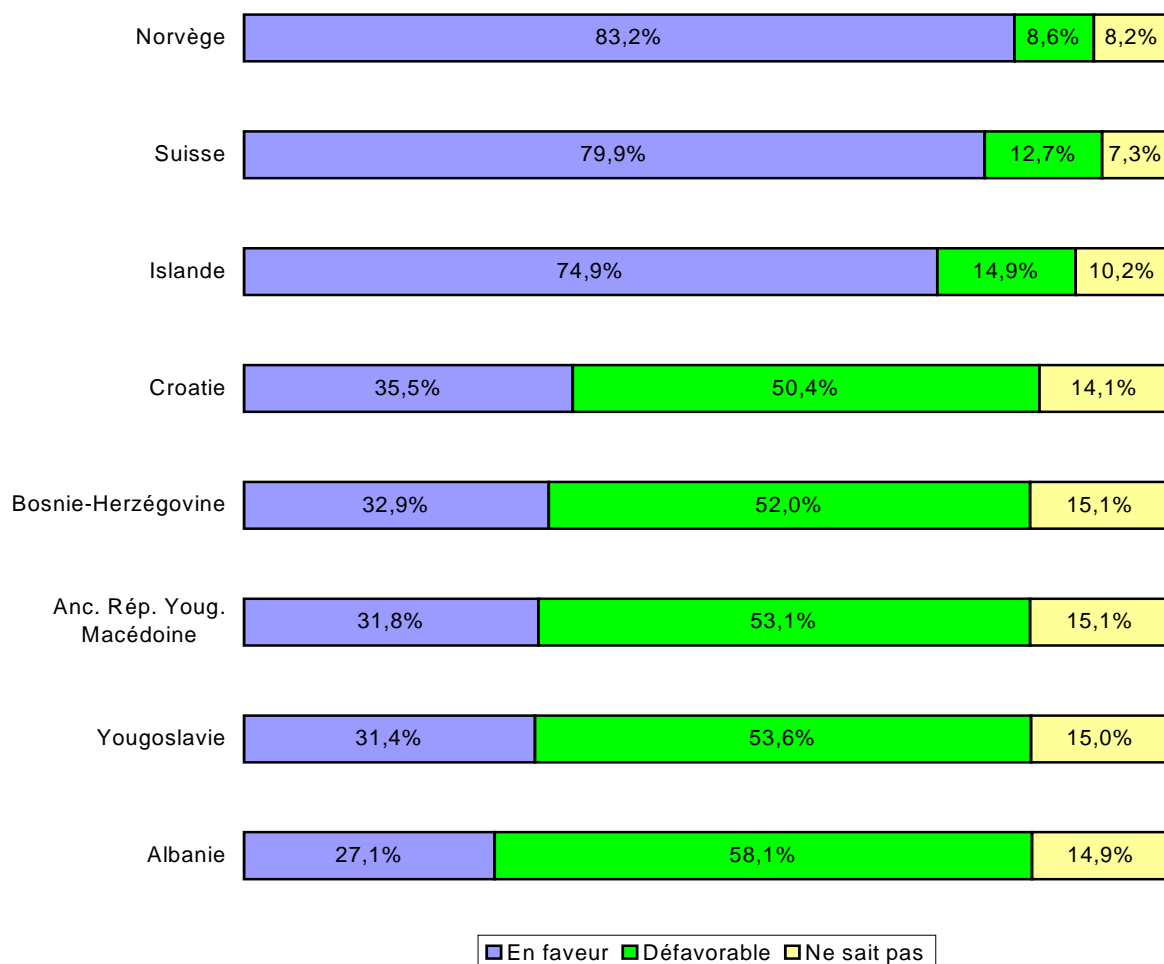
Huit pays non-candidats ont été proposés. Trois d'entre eux ont été littéralement plébiscités: la Norvège (83%), la Suisse (80%) et l'Islande (75%), les autres pays ne dépassant pas le cap des 36%.

En outre, 83% des Luxembourgeois sont favorables à l'adhésion de la **Norvège**. Parmi ceux-ci, ce sont surtout les 40-54 ans (86%) et les 25-39 ans (84%) qui ressortent des classes d'âges. En termes de classes socioprofessionnelles, le choix pour la Norvège ressort surtout chez les indépendants (91%), les managers (89%) et les cols blancs (87%).

En ce qui concerne la **Suisse**, sont favorables les 15-24 ans (82%) et l'opposé, c'est-à-dire les 55 ans et plus (80%). En termes de classes socioprofessionnelles, les étudiants (87%), les managers (84%) et les indépendants (84%) s'expriment le plus en faveur l'adhésion de la Suisse.

Les classes d'âges ressortant le plus en faveur de l'**Islande** sont les 40-54 ans (82%) et les 25-39 ans (77%) et pour les classes socioprofessionnelles les managers (86%), les indépendants (85%) et les cols blancs (81%).

### Êtes-vous favorable ou défavorable à l'adhésion des pays suivants? (Luxembourg)

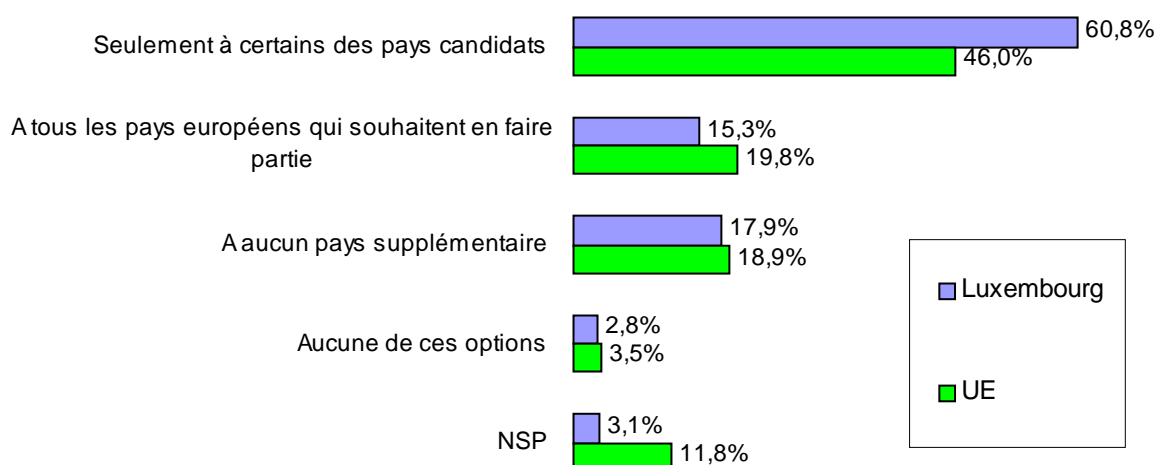


#### I.4. Limiter l'élargissement à certains candidats

Les citoyens préfèrent un élargissement sélectif. Cette tendance s'est renforcée progressivement à des degrés divers, tant au Luxembourg qu'au niveau communautaire.

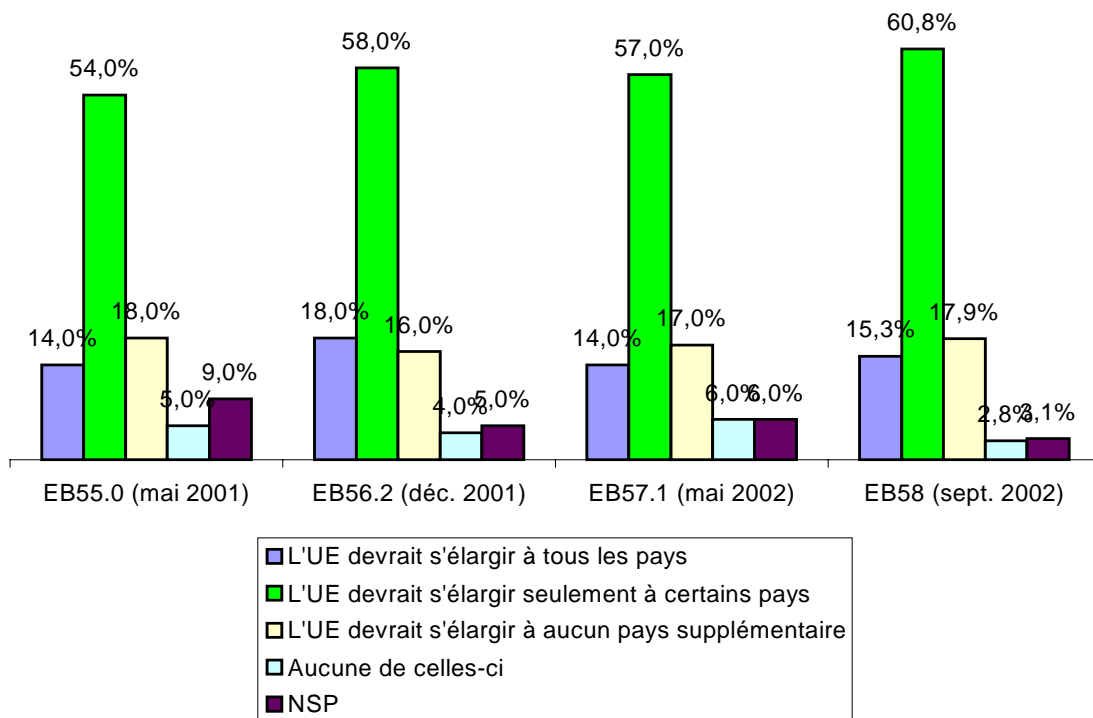
Les personnes sondées au Luxembourg ont une opinion décidée et même restrictive: selon 61% (+4 points par rapport à EB 57.1) l'Union doit se limiter à intégrer certains pays candidats (contre 46% au niveau communautaire), pour 15% (+1 point) seulement, elle devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie (20% au niveau communautaire). 18% (+1 point) s'opposent à un élargissement.

**Laquelle de ces trois options préférez-vous  
pour l'avenir immédiat de l'Union européenne?  
L'UE devrait s'élargir...**



Au Luxembourg, ce sont surtout les managers (71%) et les indépendants (66%), au niveau communautaire, ce sont également les managers (60%), suivis des indépendants (51%), qui désirent que l'UE s'élargisse seulement à certains pays candidats. Ce sont les retraités au Luxembourg (27%) et au niveau européen (25%) qui sont les plus nombreux à s'opposer à un élargissement.

**Laquelle de ces trois options, préférez-vous  
pour l'avenir immédiat de l'UE? (trends Luxembourg)**



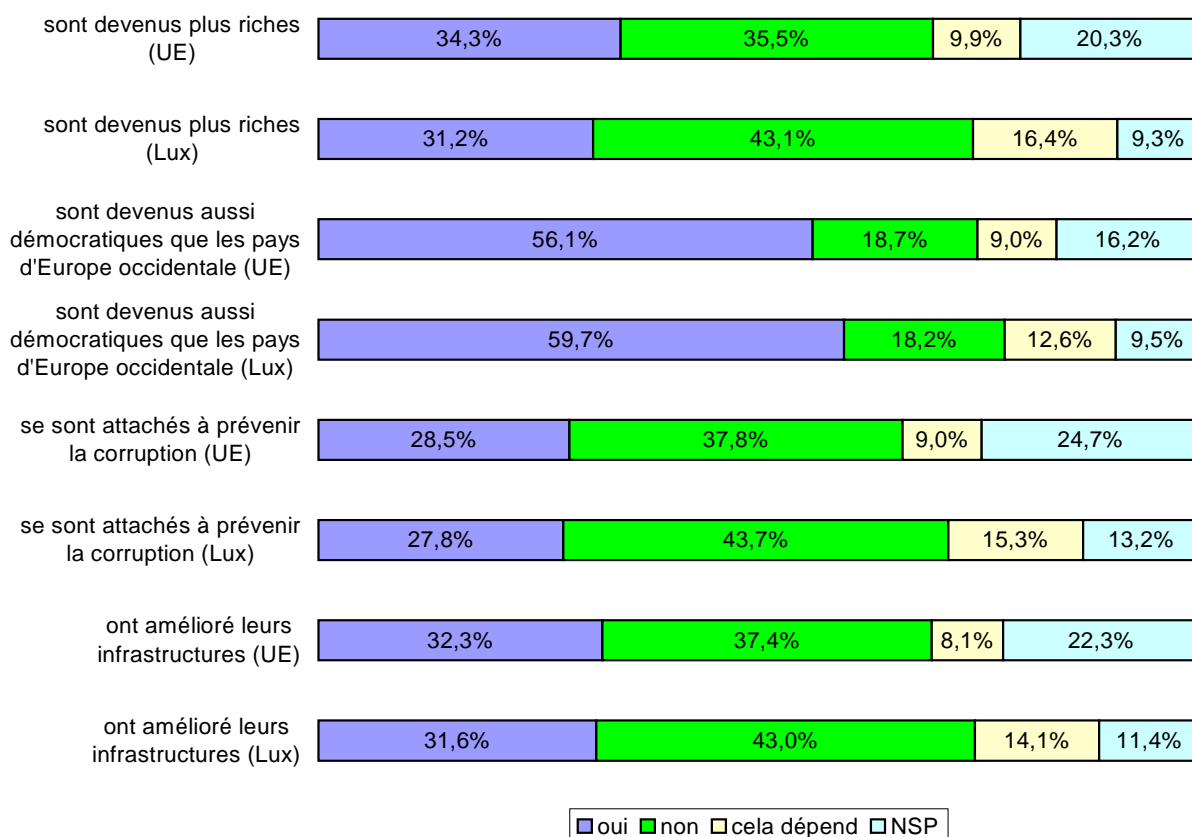
### I.5. Renforcement de la démocratie depuis la chute du mur de Berlin

Pour 60% des habitants du Luxembourg, les pays d'Europe centrale et orientale sont devenus aussi démocratiques que les pays d'Europe occidentale, la moyenne européenne se limitant à 56%.

C'est l'évolution la plus positive constatée depuis la chute du mur de Berlin, tant au Luxembourg qu'au niveau de l'UE.

Au Luxembourg, le bilan ressenti est plutôt négatif pour l'amélioration des infrastructures, le relèvement de la richesse nationale et la lutte contre la corruption. En moyenne communautaire, les avis sont plus partagés.

### Depuis la chute du mur de Berlin, pensez-vous que les pays d'Europe centrale et orientale ...

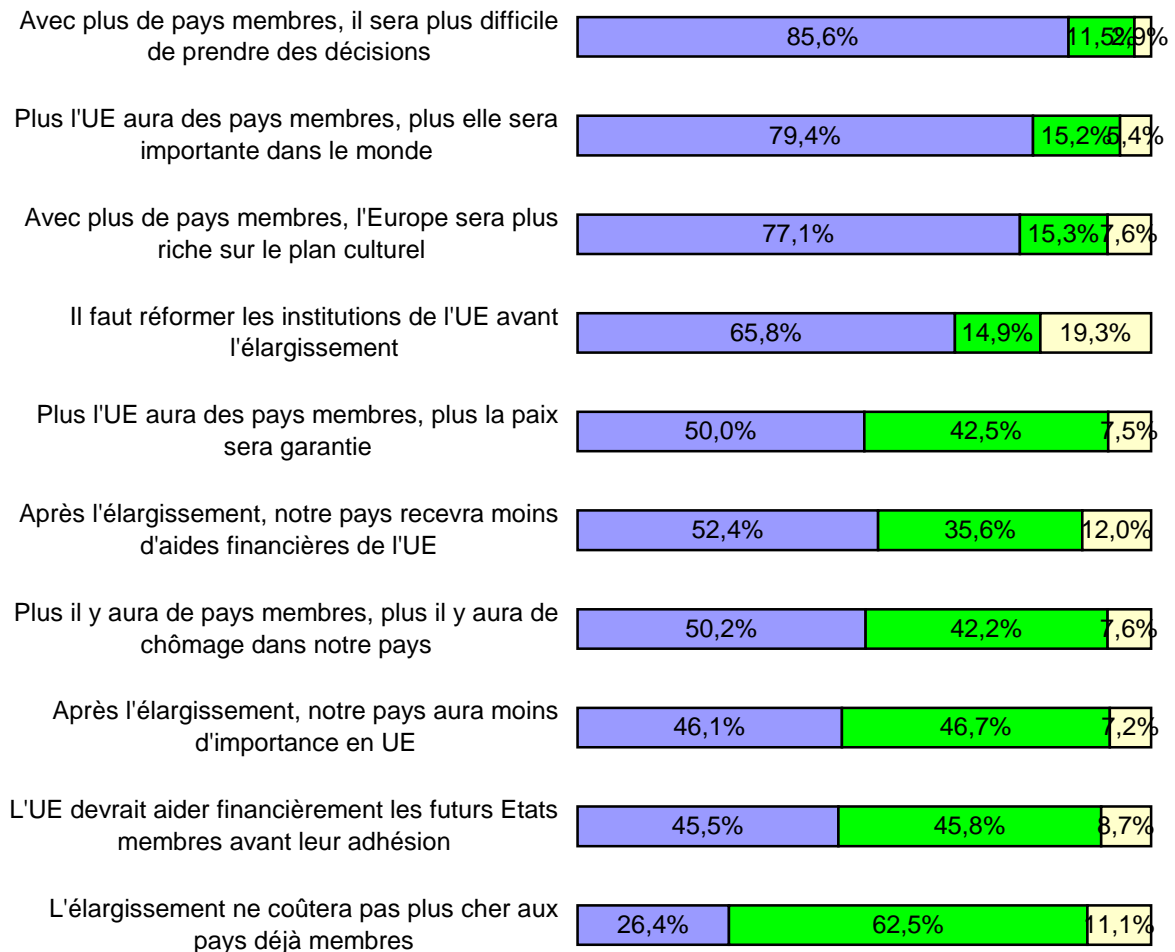


#### I.6. Un processus décisionnel plus difficile

Différentes questions ont été posées sur l'impact potentiel de l'élargissement. Au sein de l'Union et au Luxembourg, la tendance observée est identique, le taux des personnes se disant d'accord avec la proposition étant toutefois pour tous les cas de figure supérieur au Luxembourg à la moyenne UE. Au Luxembourg, 86% des sondés (UE: 66%) estiment que le processus décisionnel sera plus difficile avec plus d'Etats membres, 79% (UE: 66%) pensent que l'Union gagnera en importance dans le monde. Pour 77,1% (UE: 64%), l'Union s'enrichira sur le plan culturel, pour 66% (UE: 58%) elle n'échappera pas à une réforme de ses institutions avant l'élargissement, pour 50% (UE: 51%) le maintien de la paix sera mieux garanti (seule affirmation où le taux UE est supérieure à celui du Luxembourg).

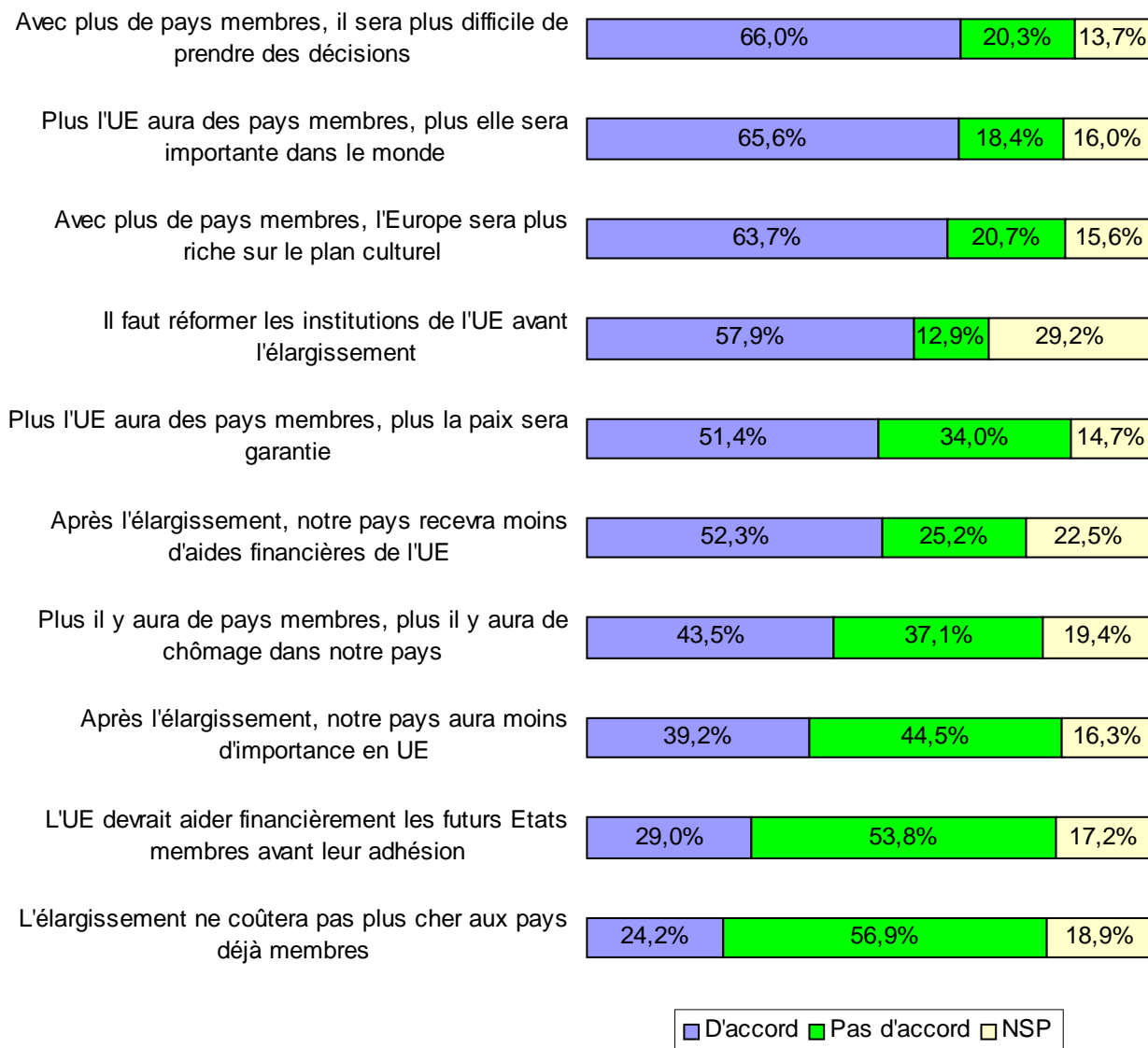
Pour 51% des sondés du Luxembourg (UE: 52%), le pays recevra moins d'aides financières de l'Union, 50% (UE: 43%) pensent que le chômage va augmenter dans leur pays, 46% (UE: 39%) que l'importance du pays va diminuer. Au Luxembourg, 46% plaident pour une aide financière en faveur des futurs Etats membres avant leur adhésion, contre seulement 29% au niveau de l'Union. L'élargissement coûtera-t-il plus cher aux Etats membres actuels? 26% sont de cet avis au Luxembourg, 24% au niveau de l'UE.

## L'élargissement: d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes? (Luxembourg)



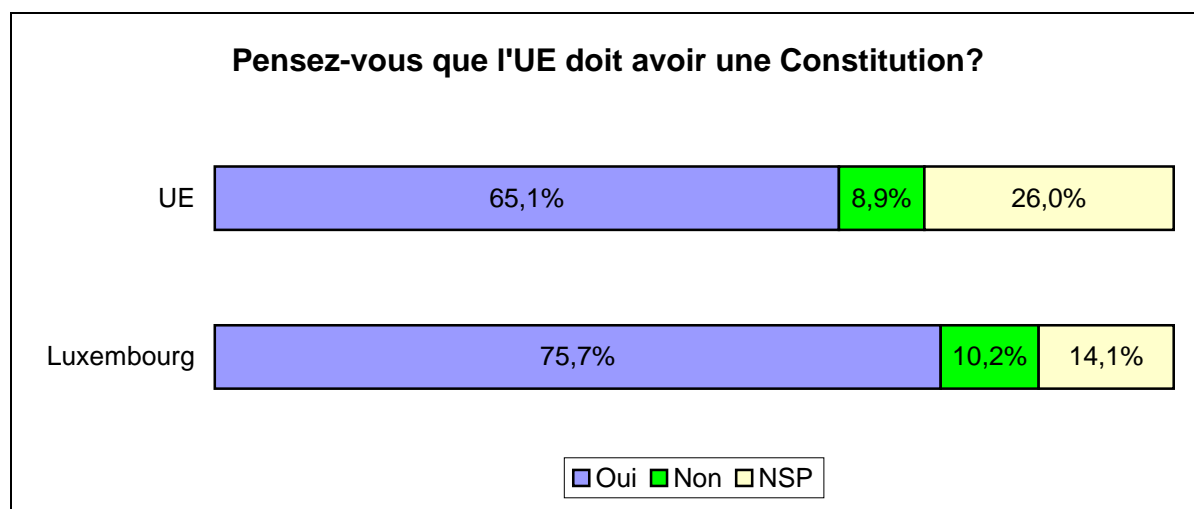
■ D'accord 
 ■ Pas d'accord 
 ■ NSP

### L'élargissement: d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes? (UE)



#### I.7. Trois quarts des sondés luxembourgeois en faveur d'une Constitution de l'UE

Trois quarts des Luxembourgeois sont d'avis que l'UE doit avoir une constitution, cet avis est partagé par 65% des Européens. Le taux des «non» est similaire au Luxembourg (10%) et au niveau communautaire (9%).



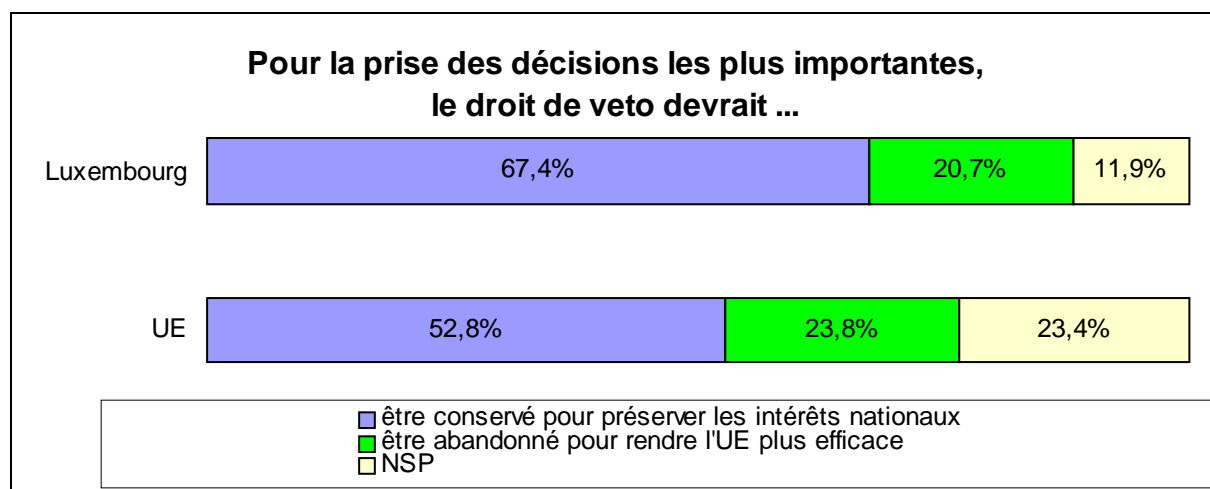
Au Luxembourg, par catégories d'âges, ce sont surtout les catégories plus âgées, c'est-à-dire les 40-54 ans (79%) et les 55 ans et plus (76%) qui trouvent que l'UE devrait avoir une constitution. Au contraire, les jeunes les 15-24 ans (13%) et les 25-39 ans (11%) sont contre une constitution dans l'UE.

En ce qui concerne les classes socioprofessionnelles au Luxembourg, les indépendants (88%), les ouvriers (83%) et les cols blancs (73%) sont pour une constitution dans l'UE. Cependant, le taux en défaveur d'une constitution est assez élevé chez les managers (20%).

#### **I.8. Le droit de veto, prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg**

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 67% (stable) considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 53% (+3 points) des sondés européens. Au niveau de l'UE, près de 24% (-1 point) se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 21% (+4 points) au Luxembourg.





Au Luxembourg, ce sont surtout les 15-24 ans (71%) qui pensent que le droit de veto doit être gardé, suivis des 55 ans et plus (69%) et des 25-39 ans (66%).

Néanmoins, 27% des 40-54 ans se prononcent pour la suppression du droit de veto, suivis par les 55 ans et plus (21%).

A noter les taux élevés de réponses «Ne sait pas»: 15% des 15-24 ans et 13% des 25-39 ans.

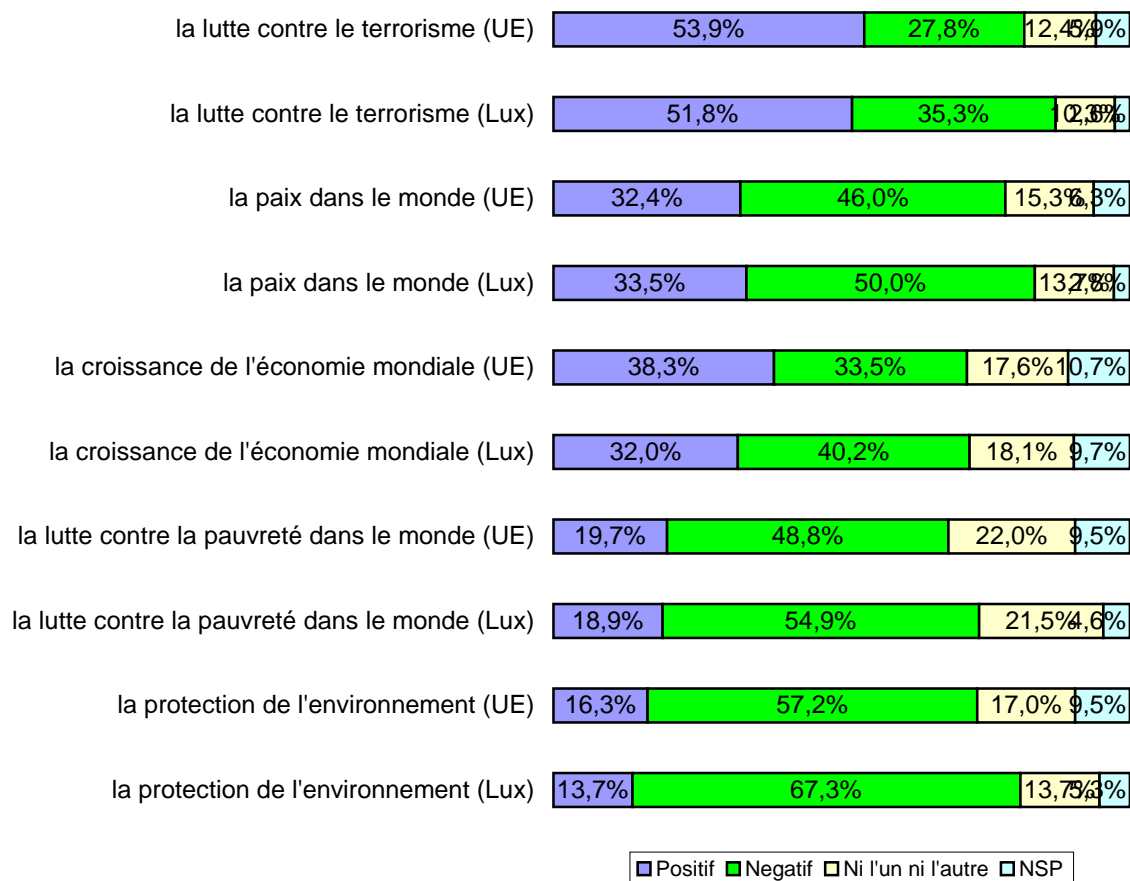
### I.9. Le rôle positif des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme

Les personnes au Luxembourg jugent les Etats-Unis plus sévèrement que la moyenne communautaire. 52% des Luxembourgeois (UE: 54%) pensent que les Etats-Unis jouent un rôle positif dans la lutte contre le terrorisme.

Pour les autres questions, les réponses négatives prévalent au Luxembourg: 40% (UE: 34%) pensent qu'ils jouent un rôle négatif pour la croissance de l'économie mondiale, 50% (UE: 46%) un rôle négatif pour la lutte contre la pauvreté dans le monde et 67% (UE: 57%) pour la protection de l'environnement.

Il en ressort des sondages faits parmi la population luxembourgeoise, que ce sont surtout les 55 ans et plus (56%) et les 40-54 ans (52%) qui pensent que les Etats-Unis jouent un rôle positif dans la lutte contre le terrorisme. Parmi les classes socioprofessionnelles, ce sont les ouvriers (59%) et les chômeurs (57%) qui partagent cet avis.

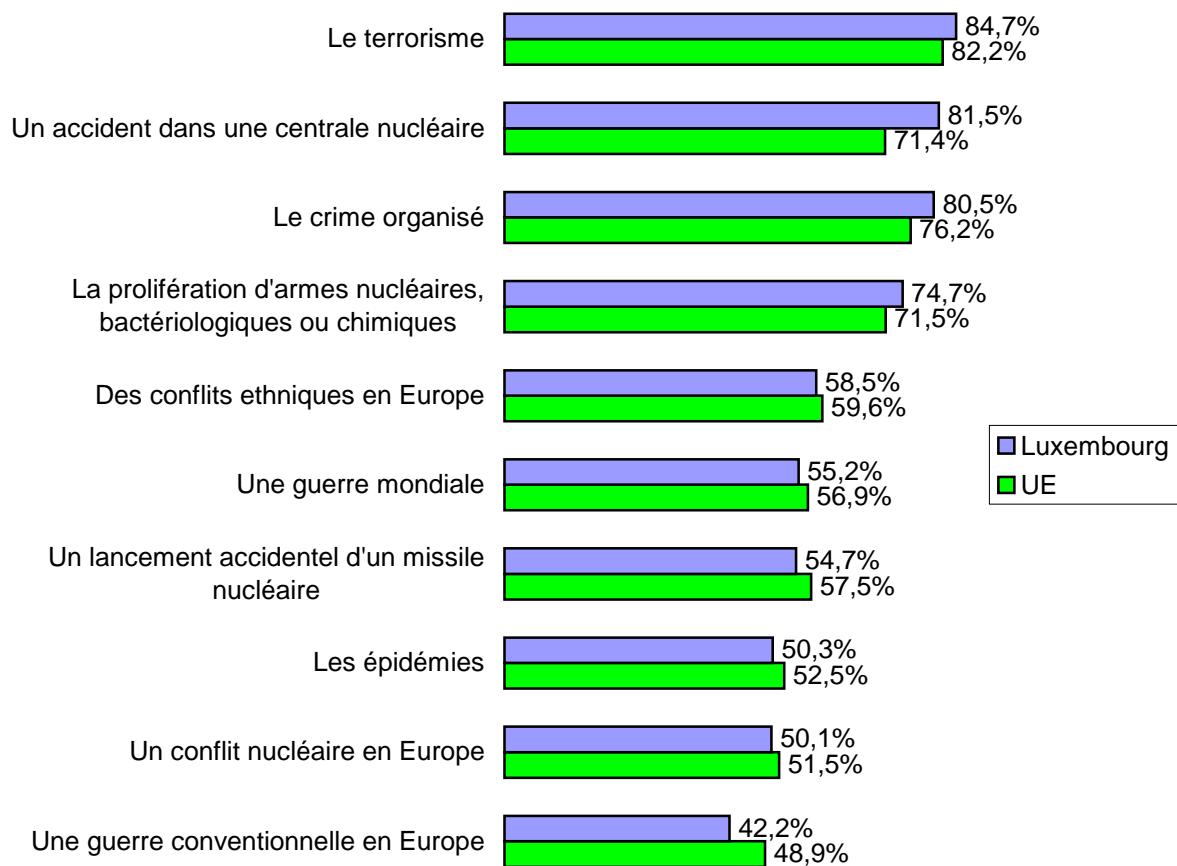
### Les Etats-Unis jouent-ils un rôle plutôt positif, plutôt négatif en ce qui concerne...



#### I.10. La peur du terrorisme

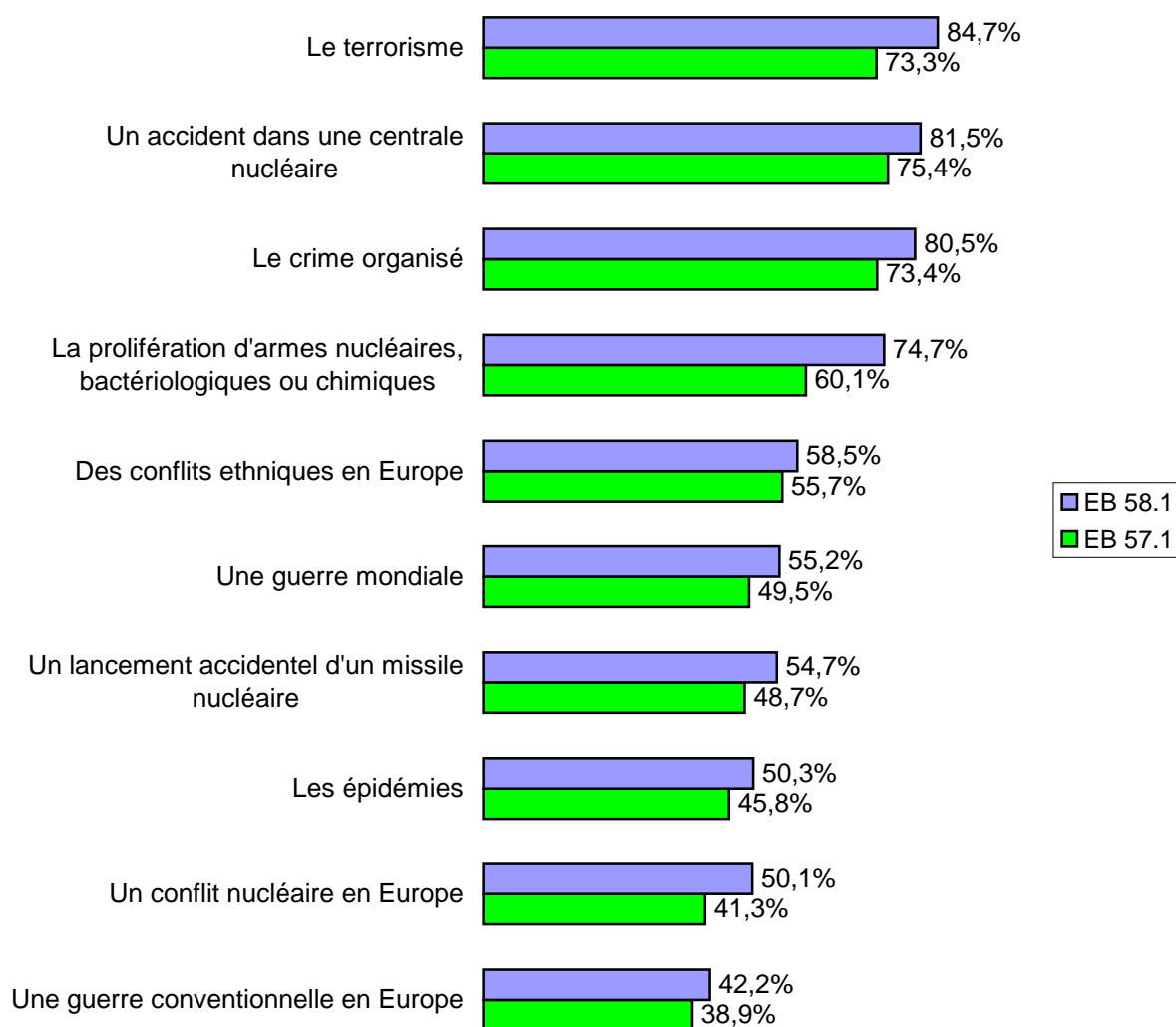
Au Luxembourg, les appréhensions ont augmenté pour tous les thèmes abordés. Quatre craintes sont mentionnées en priorité, à savoir le terrorisme (Luxembourg: 85%, UE 82%), un accident dans une centrale nucléaire (Luxembourg: 82%, UE: 71%), le crime organisé (Luxembourg: 81%, UE: 76%) et la prolifération des armes nucléaires (Luxembourg : 75%, UE : 72%).

### Quelles sont vos craintes?



L'accident nucléaire, en première position dans l'EB 57.1 (mai 2002), se retrouve maintenant en deuxième position, alors que le terrorisme a avancé de la troisième à la première place.

### Quelles sont vos craintes? (Luxembourg)



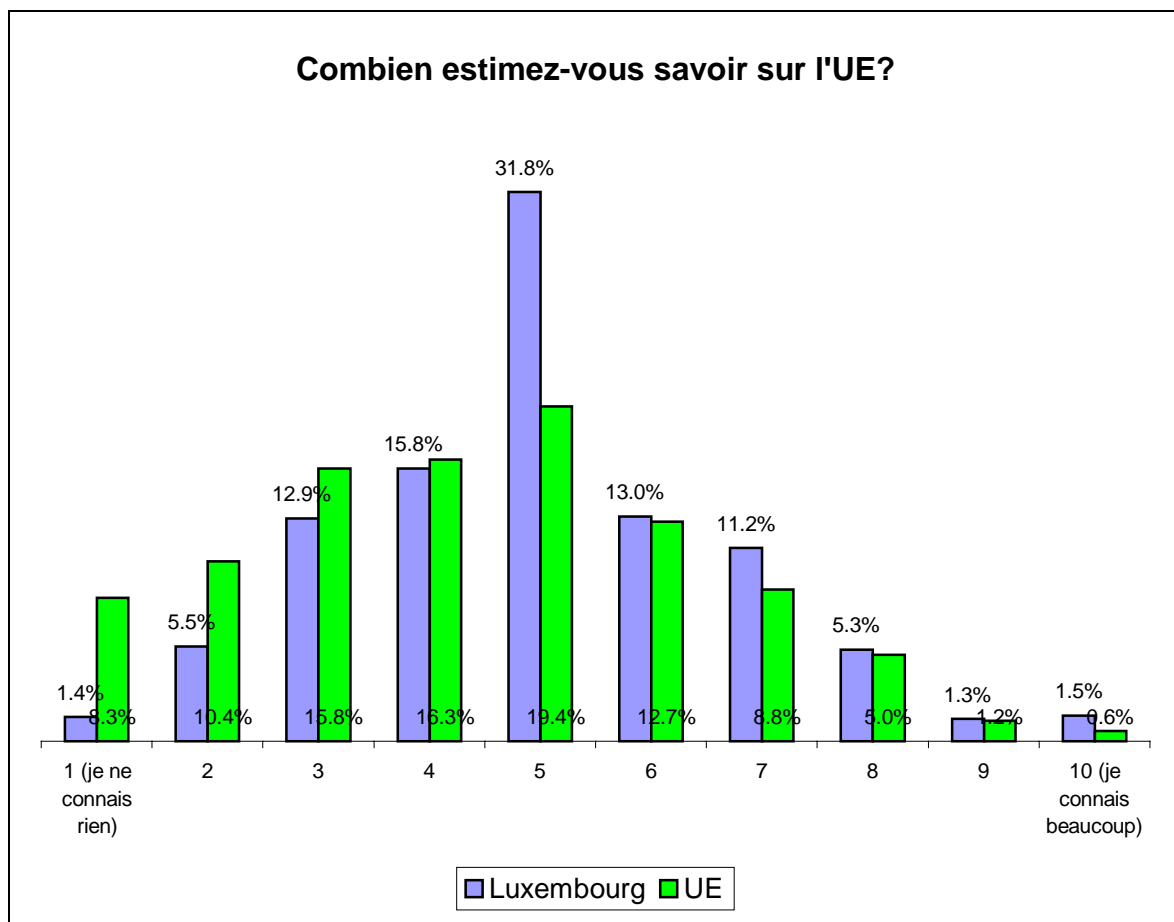
## II. La connaissance de l'Union européenne

La deuxième partie analyse les connaissances des habitants du Luxembourg sur l'UE, les sources qu'ils utilisent pour s'informer sur l'UE, ses politiques et ses institutions, la confiance qu'inspirent ces institutions ainsi que l'effet bénéfique que ces mêmes résidents ressentent d'appartenir à l'UE.

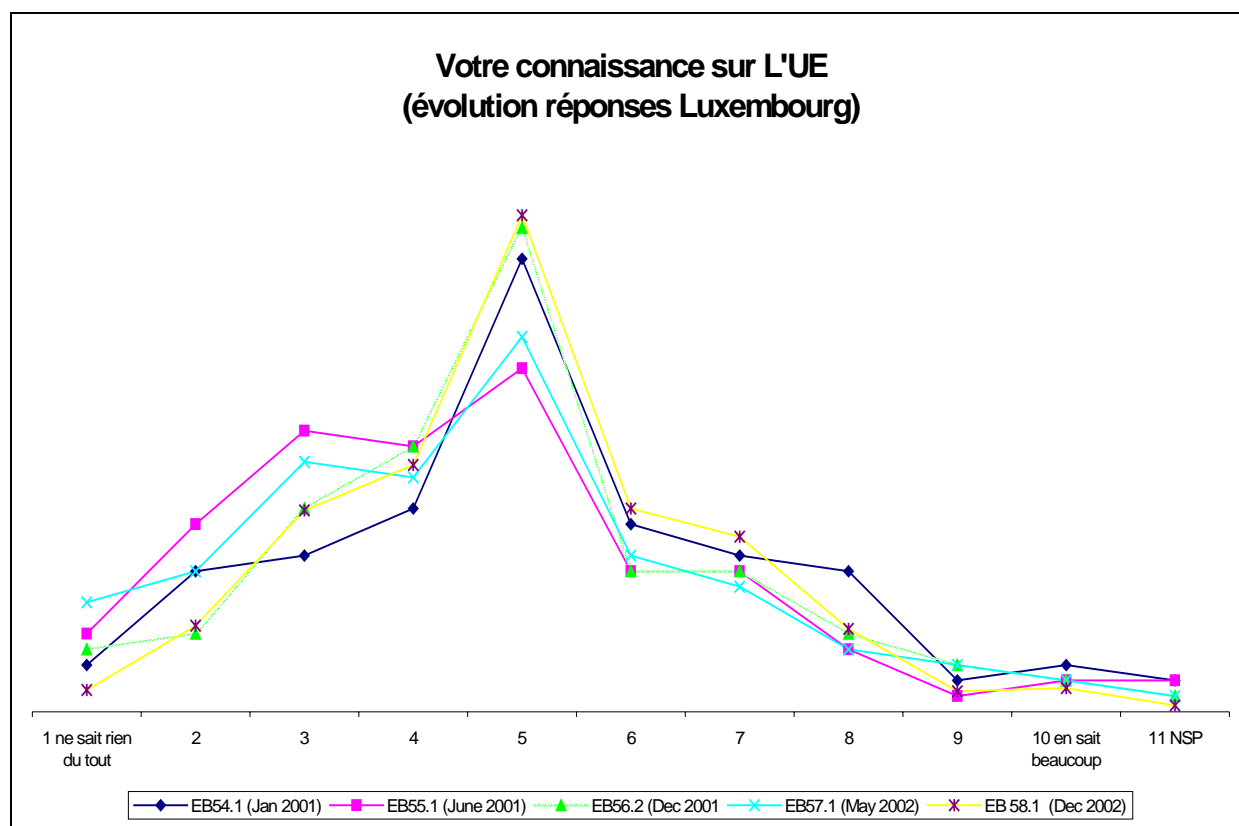
### II.1. La majorité se dit bien informée

Tant au niveau du Luxembourg qu'en moyenne européenne, les niveaux de réponse les plus élevés sont atteints avec les réponses en milieu d'échelle. Le pourcentage des personnes se situant entre 5 et 10 sur l'échelle est nettement supérieur au Luxembourg 63% par rapport à l'UE (48%).

En règle générale, les personnes interrogées au Luxembourg considèrent leurs connaissances sur l'UE comme bonnes. 32% (UE:19%) des sondés ont mis la note moyenne sur une échelle de 1 à 10, ce qui représente une hausse substantielle par rapport au dernier sondage (24%) réalisé en mai 2002.



En analysant l'évolution des réponses relevées au Luxembourg, on constate que la connaissance indiquée par les sondés suit les tendances du passé, avec une légère amélioration en ce qui concerne les niveaux moyens et supérieurs.



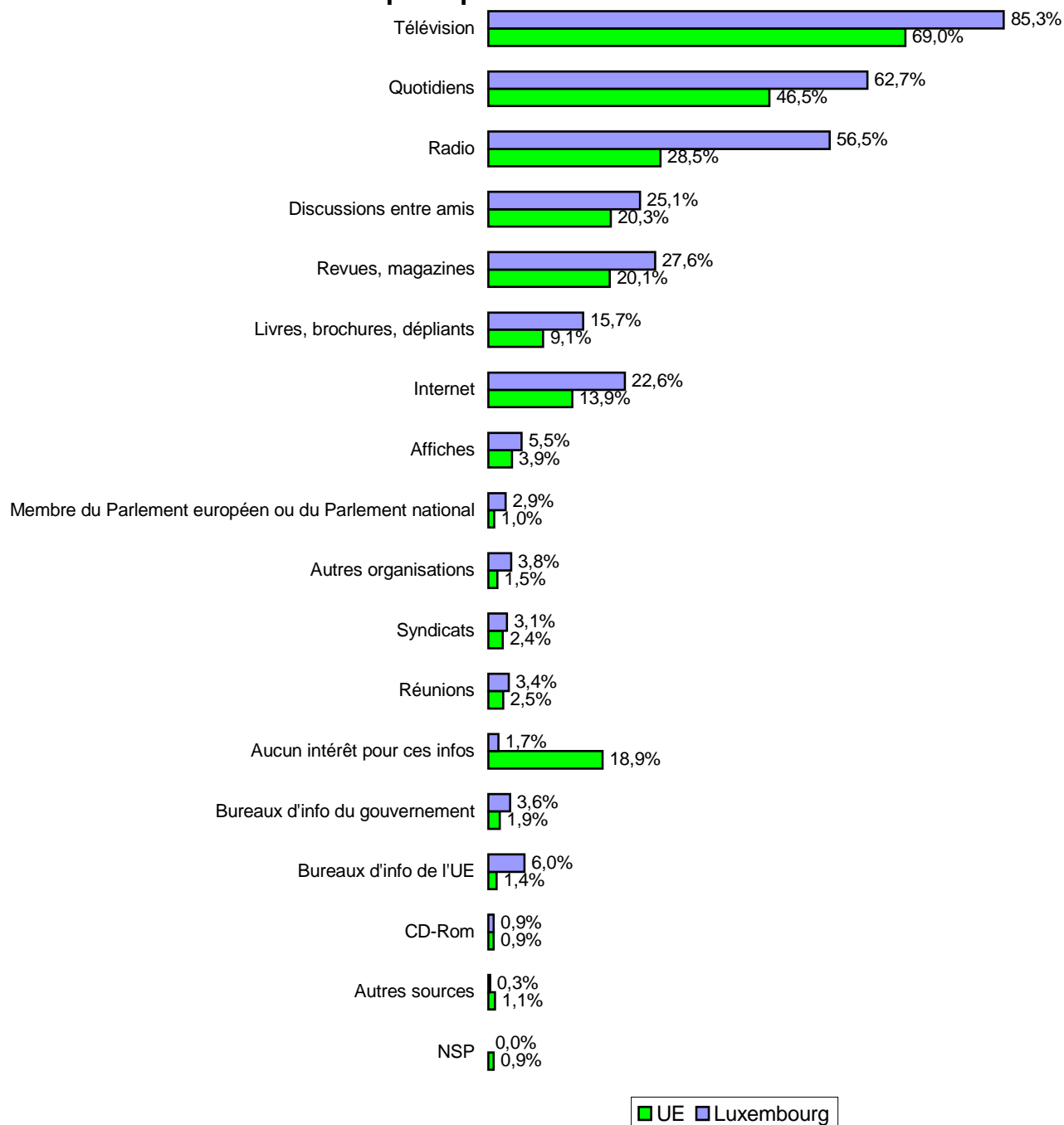
## II.2. La télévision, les quotidiens et la radio sont les premières sources d'information

Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (85%), les quotidiens (63%) et la radio (57%). Cette tendance est similaire à celle constatée au niveau de l'UE, les taux étant toutefois substantiellement moins élevés.

En termes de catégories socioprofessionnelles, les résultats relevés au Luxembourg montrent que ce sont les retraités (92%) suivis des personnes au foyer (90%), des ouvriers (88%), des employés (86%), et des indépendants (80%) qui citent la télévision comme la source d'information la plus utilisée. Les quotidiens sont le plus lus par les indépendants (79%), les ouvriers (67%), les employés (65%), les managers (62%) et les retraités (62%). La radio trouve son audience la plus importante parmi les chômeurs (71%), les indépendants (66%), les employés (65%) et les ouvriers (60%).

De manière générale, on constate au Luxembourg que plus on vieillit, plus l'utilisation de la télévision et des journaux comme première source d'information augmente, alors que la radio est le plus écoutée par les personnes âgées de 25 à 39 ans.

### Quelles sont vos sources d'information sur l'UE, ses politiques et ses institutions?



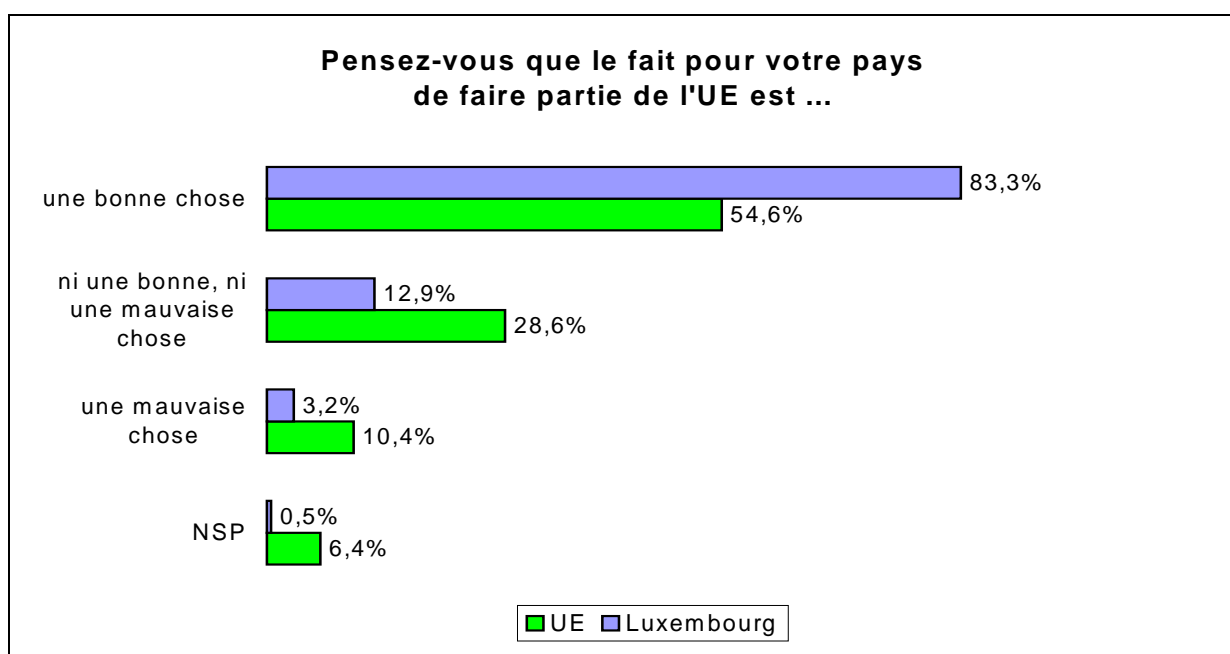
### II.3. Une très large majorité en faveur de l'appartenance

La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (83%, +2 points de pourcent par rapport à mai 2002) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 55% (+1 point) des citoyens européens.

Le taux de pourcentage des résidents du Grand-Duché n'approuvant pas l'appartenance de leur pays à l'UE est extrêmement faible (3%, stable), alors que la moyenne européenne est bien supérieure (10%, inchangé).

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles au Luxembourg, ce sont principalement les personnes au foyer (93%), les étudiants (92%) et les managers (86%) qui pensent que l'appartenance est une bonne chose.

Pour 44% (+7 points) des chômeurs, le fait de faire partie de l'UE n'est ni bon ni mauvais, opinion partagée par seulement 4% des personnes au foyer.



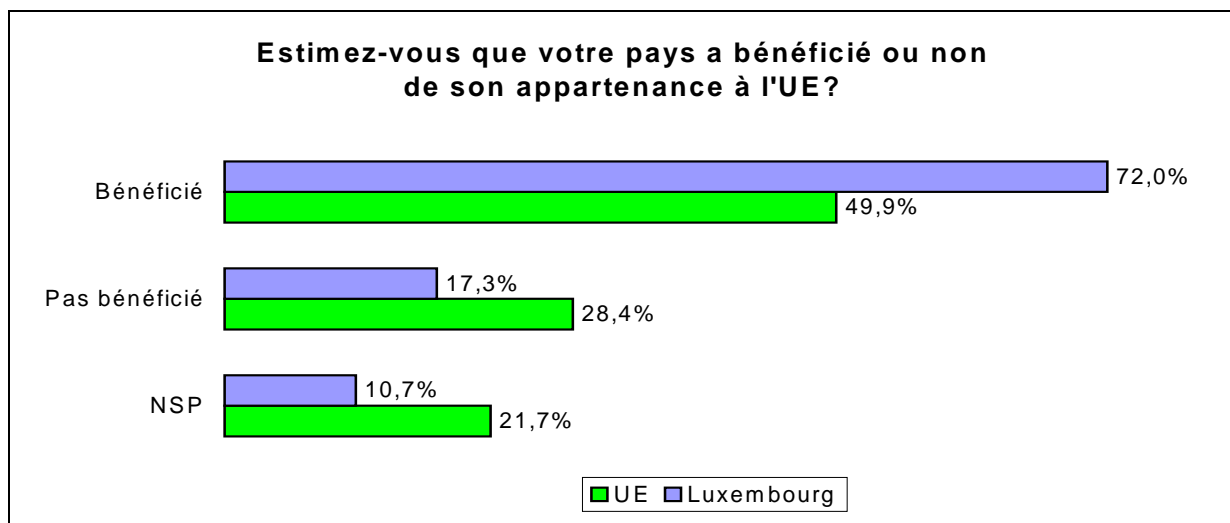
#### II.4. Près de trois quarts estiment que le Luxembourg a bénéficié de l'appartenance à l'UE

Près de trois quarts (72%, +2 points) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 50% (-1 point) des citoyens au niveau européen. Plus d'un quart des sondés européens (28%) affirme que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 17% au Luxembourg (stable).

Au Luxembourg, en ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont principalement les managers (81%), les indépendants (78%) et les personnes au foyer (75%) qui apprécient le côté bénéfique. Au niveau européen, le côté positif est surtout perçu par les étudiants (64%), les managers (63%), les indépendants (58%) et les cols blancs (54%).



Au Grand-Duché, la classe d'âge qui apprécie le plus le côté bénéfique est celle des 15 à 24 ans (79%), suivie des 40-54 ans (77%) et des 25-39 (66%). Au niveau UE, ce sont les 15-24 ans (58%), suivis des 25-39 ans (52%) et des 40-54 ans (52%).

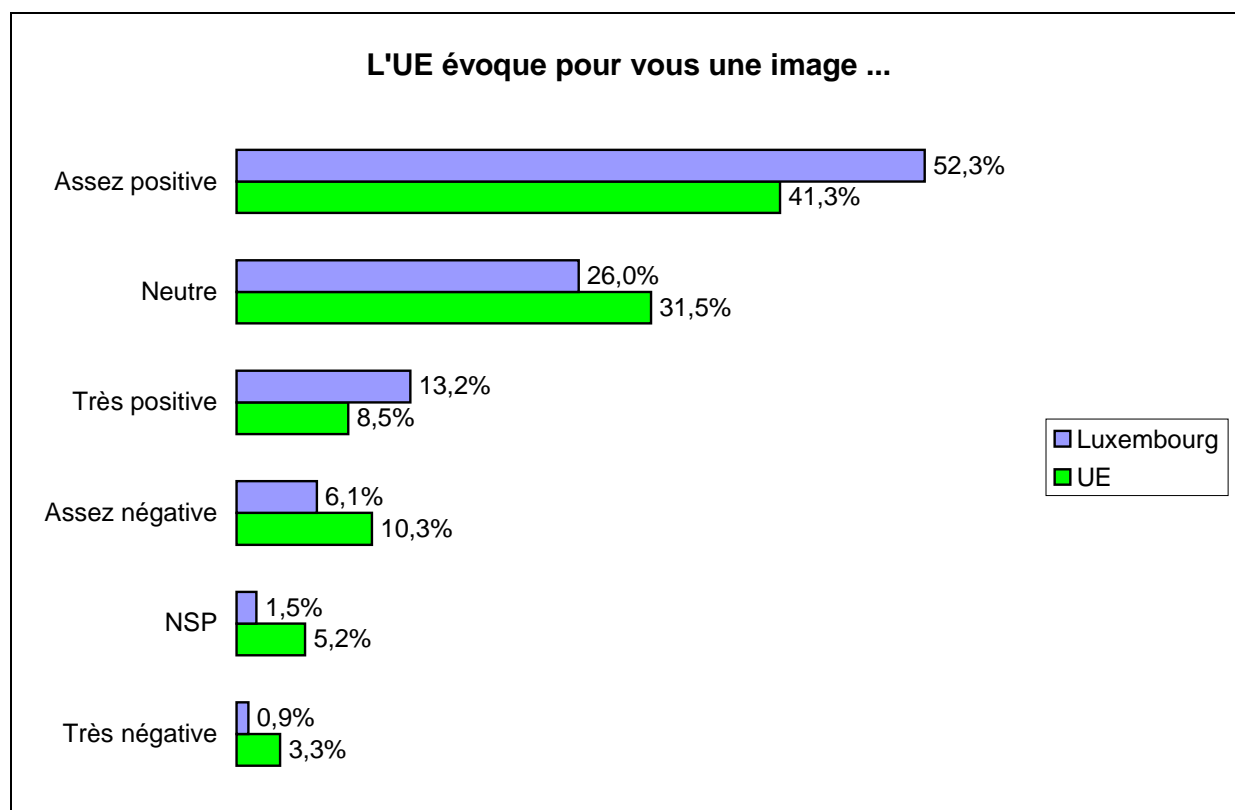


## II.5. Une image largement positive pour deux tiers des habitants du Luxembourg

Pour 66% (+6 points) des habitants du Luxembourg, l'UE évoque une image très positive ou assez positive, avis partagé par seulement 50% (+1 point) des citoyens européens.

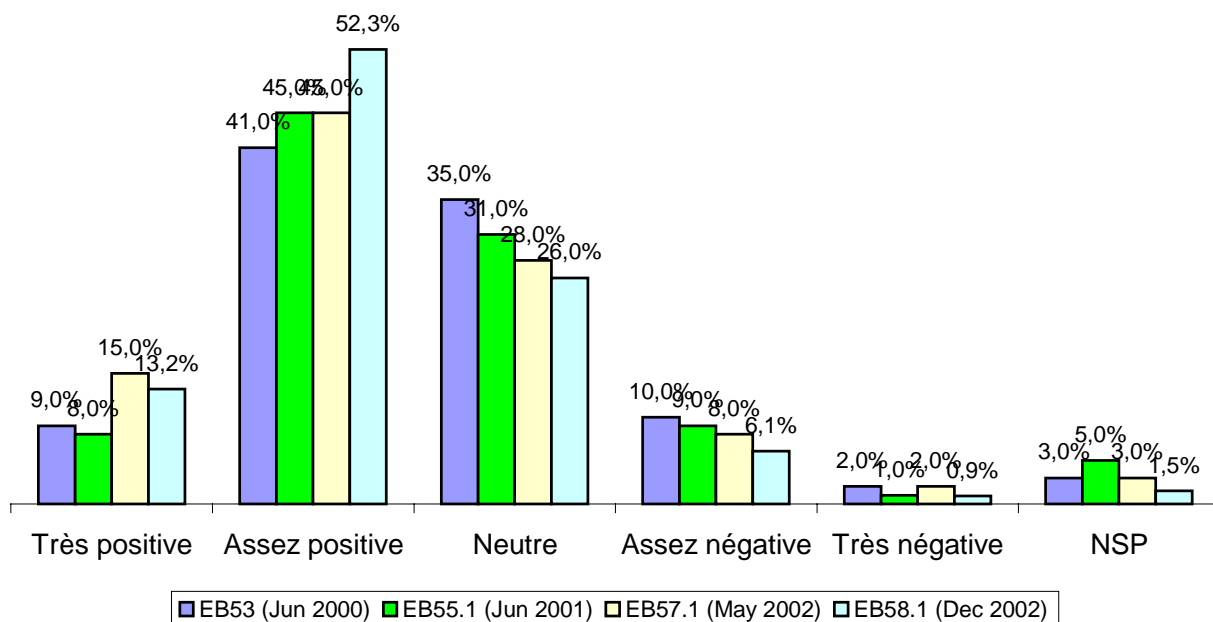
En moyenne européenne, 32% (+1 point) des citoyens retiennent de l'UE une image neutre, par rapport à 26% (-2 points) des résidents du Luxembourg.

Pour 14% (inchangé) des citoyens européens, l'UE revêt une image assez, voire très négative, ce taux se limitant à 7% (-2 points) au Luxembourg.



L'évolution des résultats relevés au Luxembourg montre qu'en deux ans et demi, l'image positive de l'UE s'est renforcée.

### L'UE évoque-t-elle positive ou négative (évolution réponses Luxembourg)

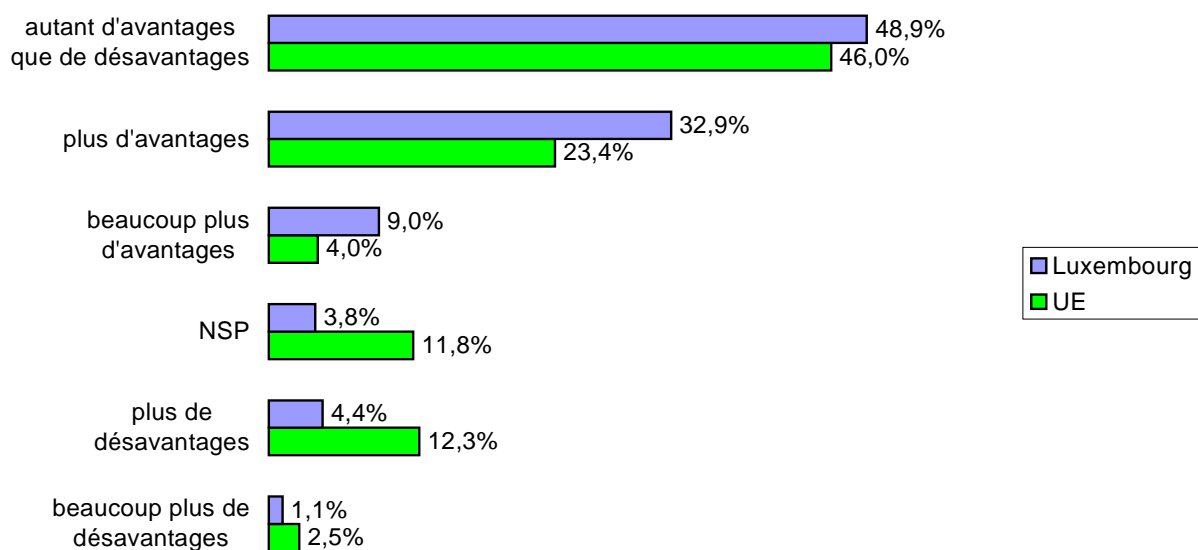


#### II.6. Plus d'avantages que de désavantages

L'image positive que les habitants du Luxembourg retiennent de l'UE se reflète aussi dans leur jugement sur l'impact que l'intégration exerce sur leur vie personnelle. 42% (+3 points) d'entre eux estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, 49% (stable) pensent que l'UE a entraîné autant d'avantages que de désavantages. Pour l'ensemble de l'UE, ces taux sont moins élevés, avec resp. 27% (-1 point) et 46% (+4 points).

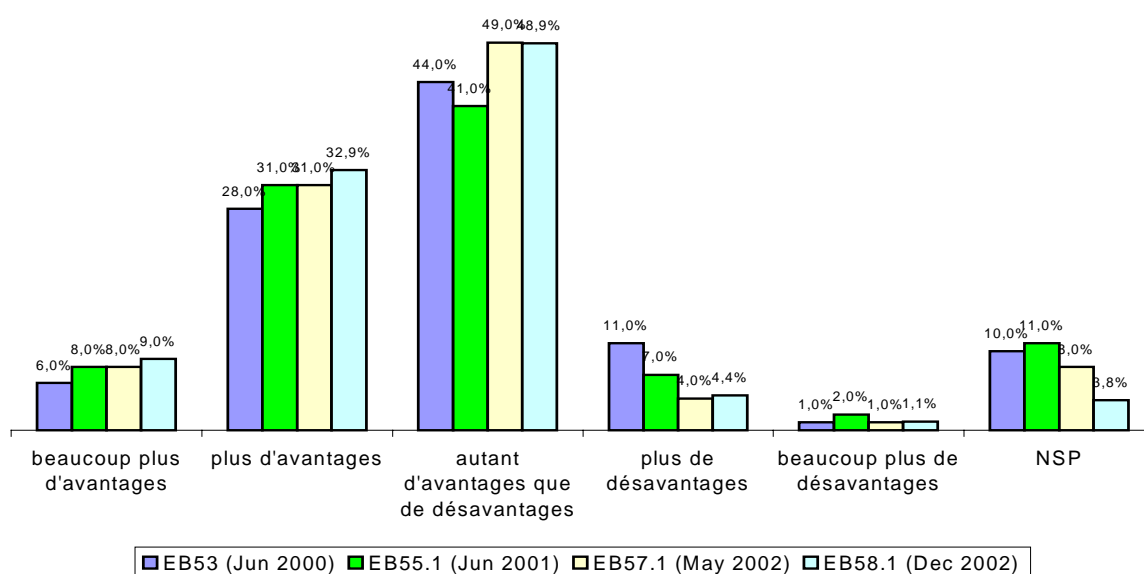
Pour 15% (+1 point) des citoyens européens, l'appartenance entraîne plus, voire beaucoup plus de désavantages, ce taux se limitant à 5% (stable) au Luxembourg.

### Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'UE vous a personnellement apporté ...



La comparaison des sondages successifs montre que les réponses relevées au Luxembourg ont tendance à s'améliorer: les sondés deviennent de plus en plus nombreux à considérer que l'UE leur a apporté personnellement plus d'avantages que de désavantages.

### L'appartenance à l'UE vous a personnellement apporté...? (évolution réponses Luxembourg)



Au Luxembourg, les 40-54 ans, les 15-24 et les 25-39 estiment chaque fois à 43% que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, alors que les jeunes de 15 à 24 ans (54%) et les personnes âgées de 55 ans et plus (50%) sont les premiers à considérer que cette appartenance leur a apporté autant d'avantages que de désavantages.

En termes de catégories socioprofessionnelles, les managers (49%), les étudiants (49%), les indépendants (47%) et les ouvriers (43%) sont en tête du classement pour affirmer que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus ou même beaucoup plus d'avantages.

Les réponses au niveau européen montrent exactement le même ordre avec des taux moins élevés: les managers (38%), les étudiants (37%) et les indépendants (33%) sont les premières catégories socioprofessionnelles à estimer que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages.

Au Luxembourg, les employés (54%), les étudiants (51%) et les retraités (51%) déclarent avoir retiré autant d'avantages que de désavantages. Reste à noter que 13% des indépendants indiquent que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus de désavantages.

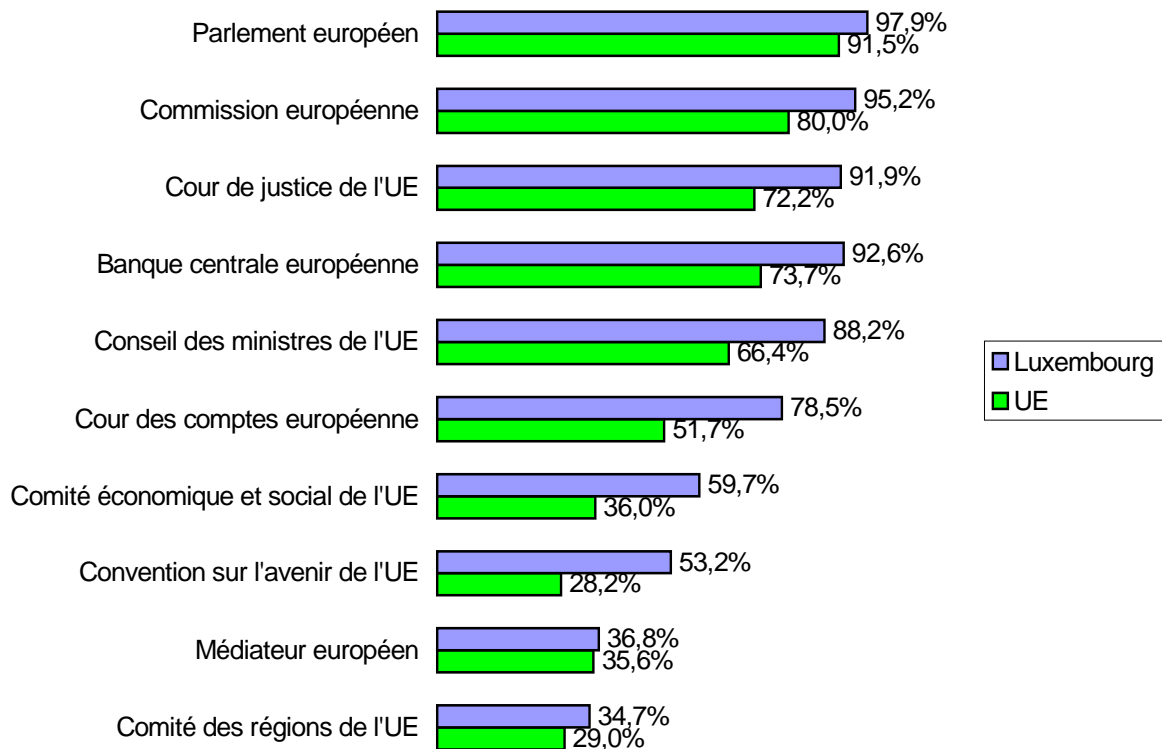
En moyenne européenne, les réponses sont différentes: les indépendants (48%), les personnes au foyer (47%) et les retraités (47%) répondent que cette appartenance leur a amené autant d'avantages que de désavantages. Ce sont surtout les retraités qui indiquent que l'appartenance leur a apporté plus, voire beaucoup plus de désavantages (20%), suivis des ouvriers (17%) et des chômeurs (16%).

## **II.7. Les institutions communautaires sont très connues**

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE. 98% (UE: 92%) des sondés connaissent le Parlement européen, 95% (UE: 80%) la Commission européenne, 92% (UE: 72%) la Cour de justice, 93% (UE: 74%) la Banque centrale européenne et 88% (UE: 66%) le Conseil des ministres.

Le médiateur européen (Luxembourg: 37%, UE: 36%) et le Comité des Régions (Luxembourg: 35%, UE: 29%) sont les institutions les moins connues.

### Avez-vous entendu parler des institutions suivantes?



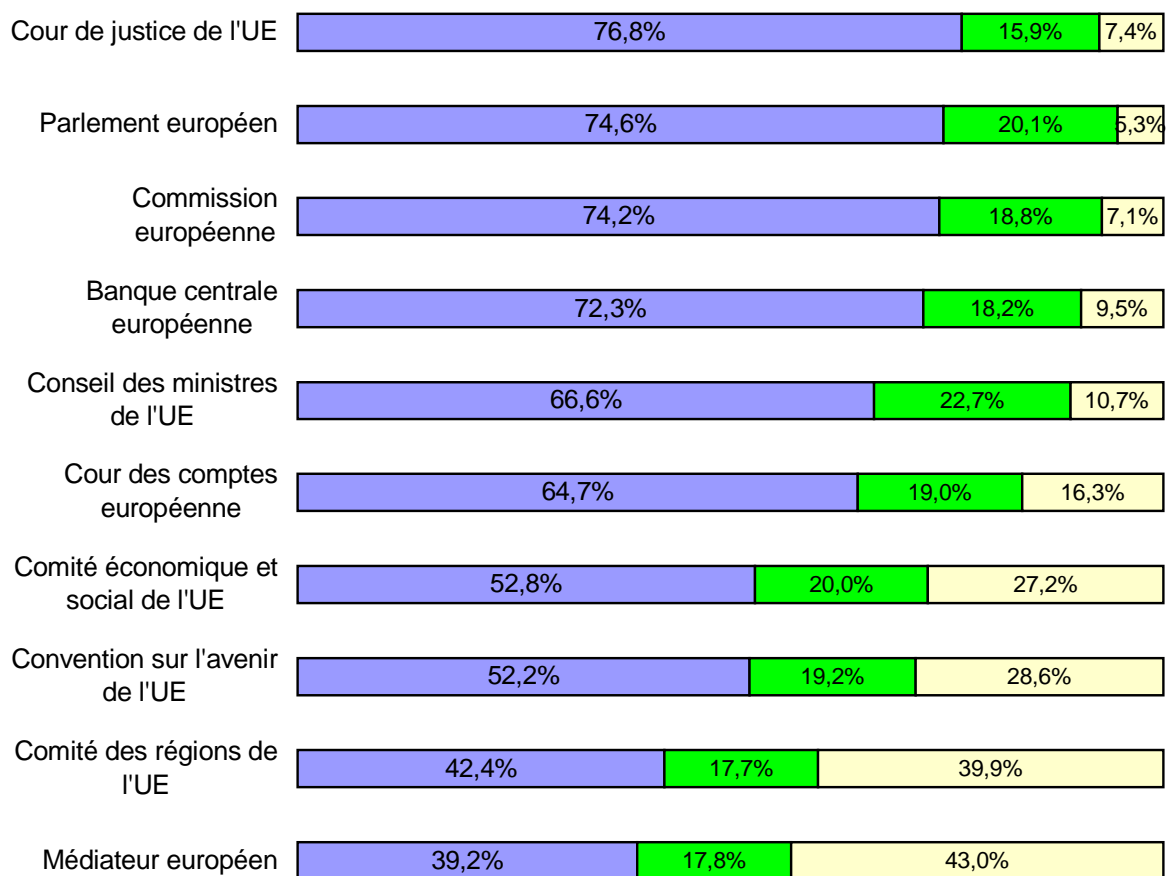
#### II.8. La plus grande confiance est accordée à la Cour de justice et au Parlement

La conséquence logique qui se dégage des réponses précédentes est que les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. La Cour de justice (77%, UE: 54%) se trouve en tête, devant le Parlement européen (75%, UE: 59%), la Commission européenne (74%, UE: 53%), la Banque centrale européenne (72%, UE: 49%) et le Conseil des ministres (67%, UE: 45%).

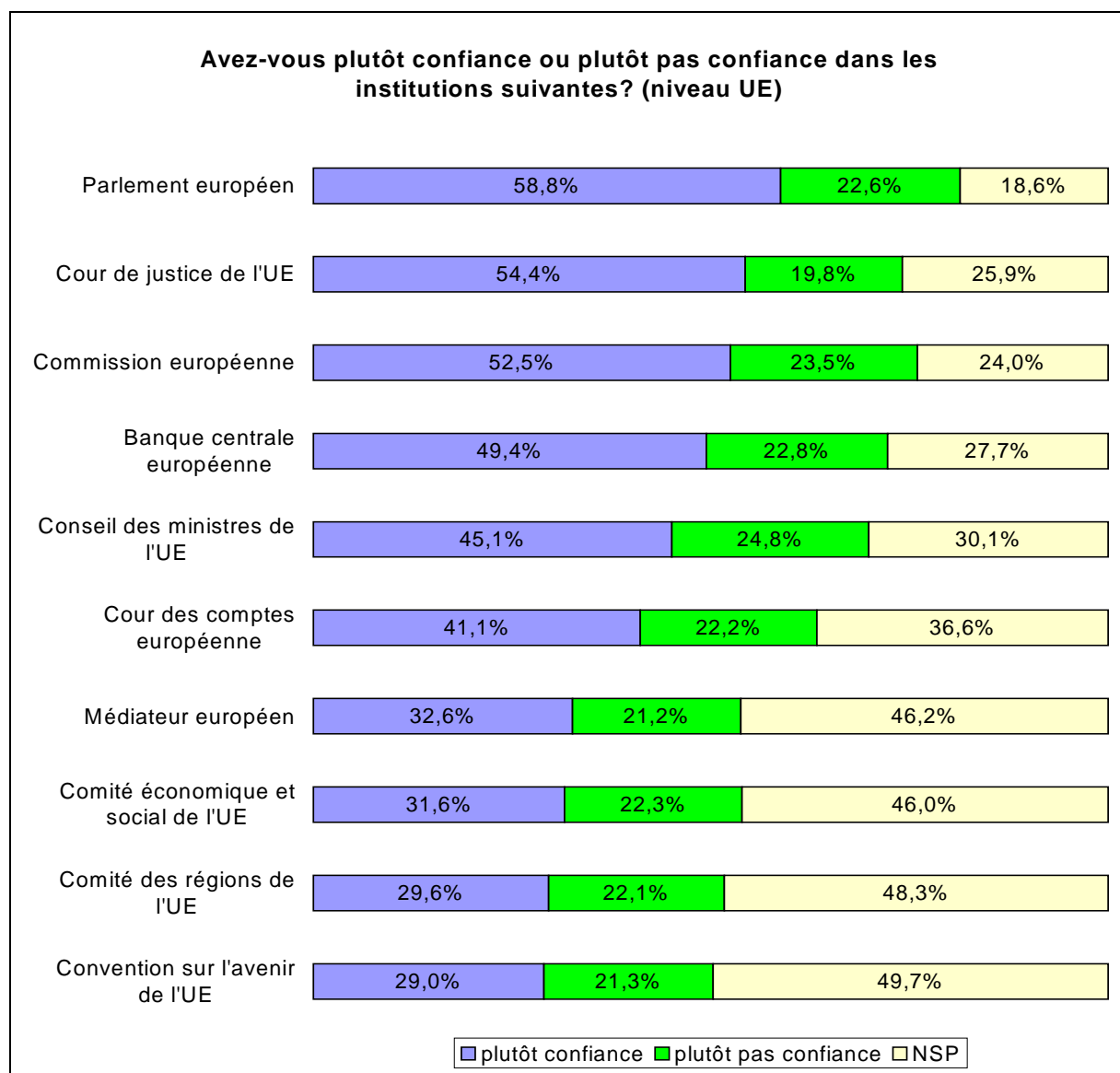


Les sondés luxembourgeois placent le médiateur européen en dernière position, avec 39%. Au niveau européen, cette place revient, avec 29%, à la Convention sur l'avenir de l'UE, alors qu'au Luxembourg, même si elle se retrouve en queue de peloton, elle rassemble néanmoins 52% des réponses positives en termes de confiance.

**Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans les institutions suivantes? (Luxembourg)**



■ plutôt confiance 
 ■ plutôt pas confiance 
 ■ NSP

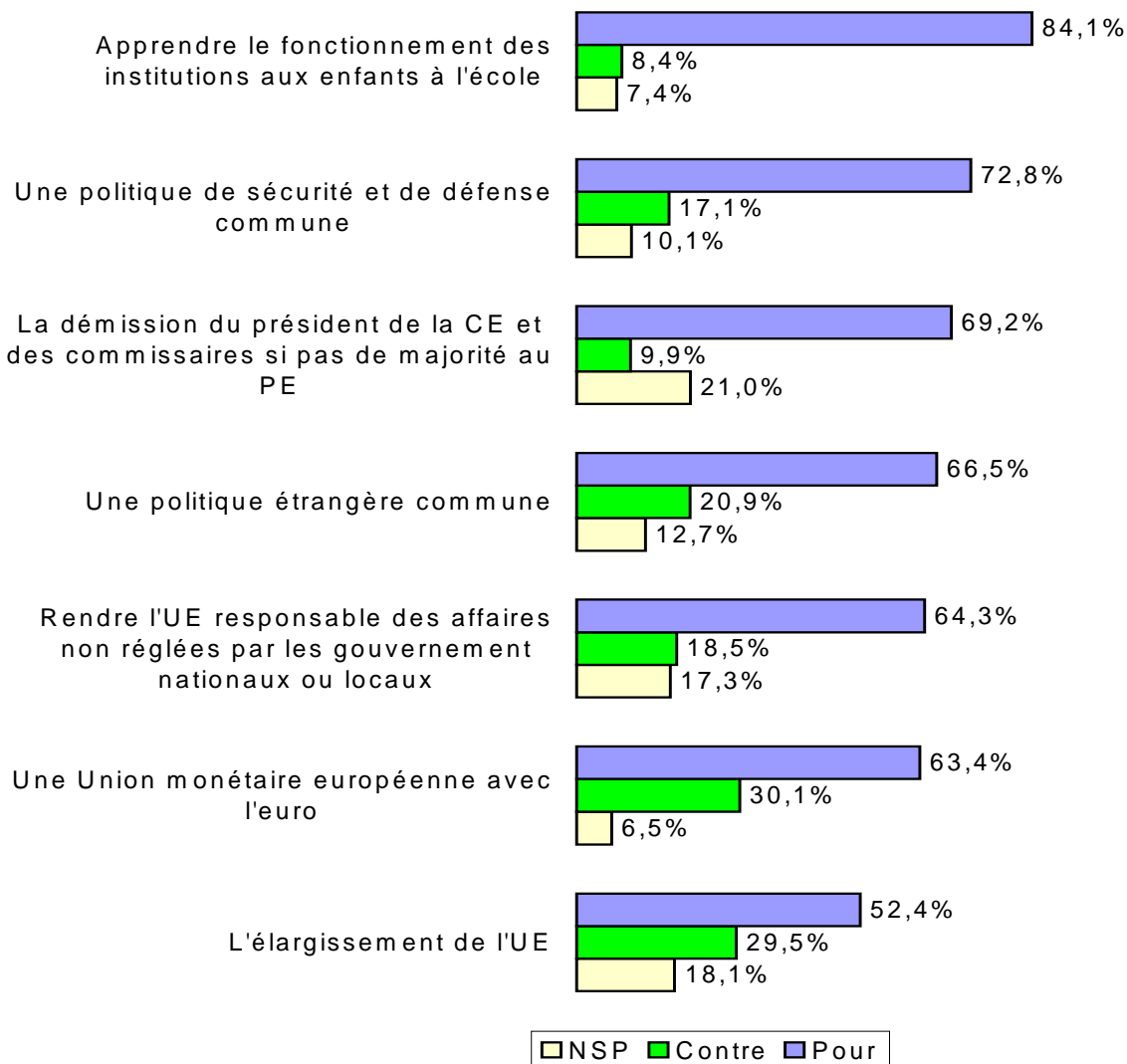


## II.9. En faveur de l'apprentissage du fonctionnement de l'UE aux enfants

Diverses propositions ont été soumises aux sondés concernant des actions de l'UE. Au niveau européen, le plus fort assentiment est relevé pour la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (84%), suivi de la politique de sécurité et de défense commune (73%). Viennent ensuite le principe de la démission du président de la Commission et des commissaires en cas d'absence de majorité au Parlement européen (69%) et une politique étrangère commune (67%). L'élargissement de l'Union européenne rencontre le moins de faveur avec 52% des voix.

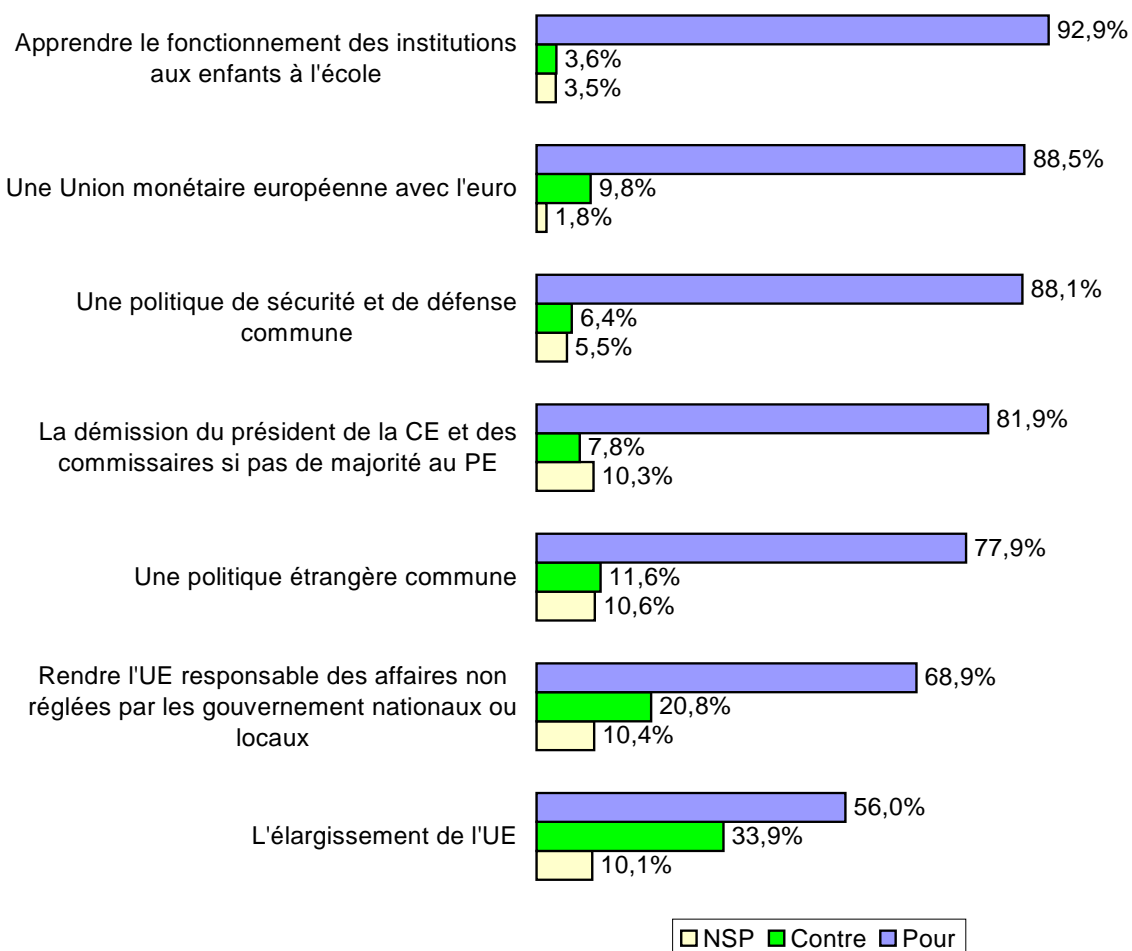


## Votre opinion sur les propositions suivantes (UE)



Au Luxembourg, les citoyens citent par ordre de priorité la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (93%), l'Union monétaire (89%) et la politique de sécurité et de défense commune (88%). Comme au niveau européen, l'élargissement se retrouve en dernière position, avec 56% d'adhésion.

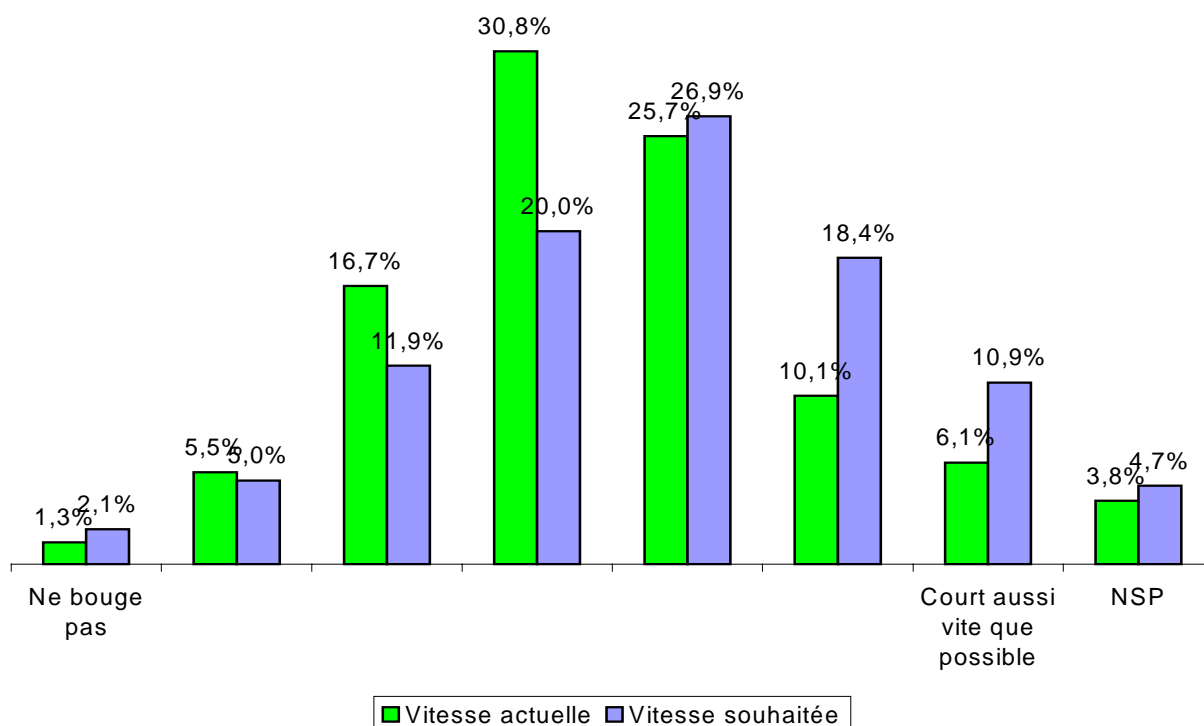
## Votre opinion sur les propositions suivantes (Luxembourg)



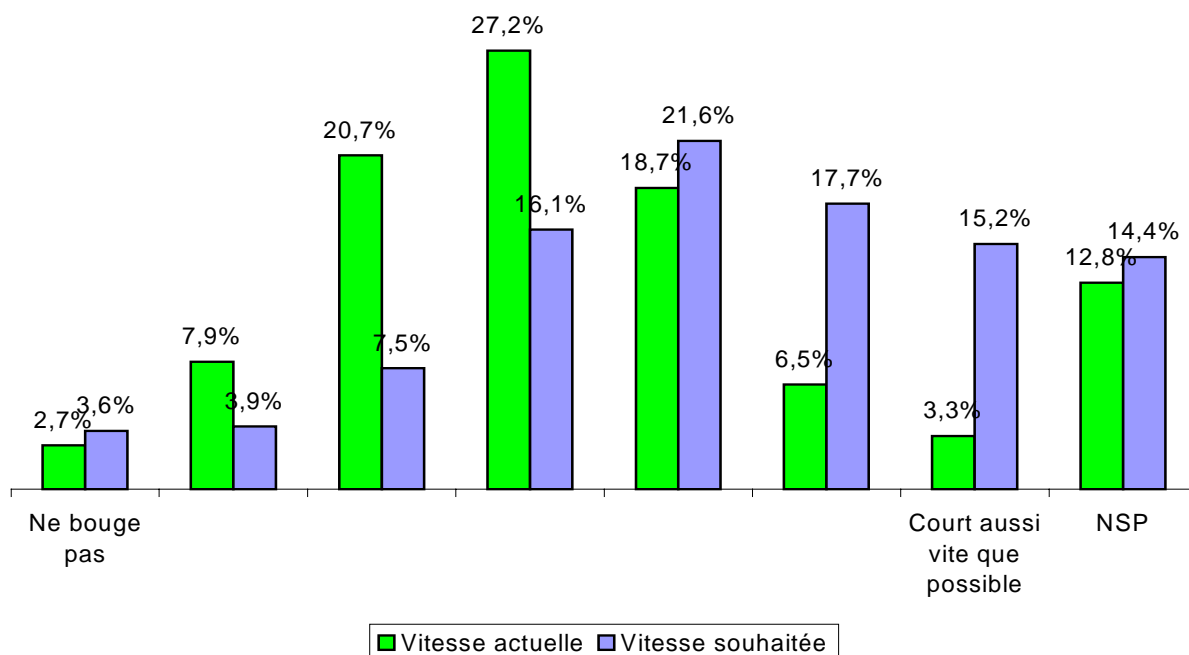
### II.10. En faveur d'une légère accélération de la construction européenne

En comparant la vitesse de la construction européenne à un homme qui court, 31% des sondés luxembourgeois estiment qu'elle avance à un rythme moyen à l'heure actuelle, alors qu'ils souhaiteraient un rythme légèrement plus rapide de la construction européenne. Cette tendance est la même au niveau européen, avec des taux moins élevés toutefois (27% pour la vitesse moyenne actuelle, et 22% qui sont en faveur d'une accélération légère de la construction européenne).

### Vitesse actuelle et vitesse souhaitée de la construction européenne (Luxembourg)



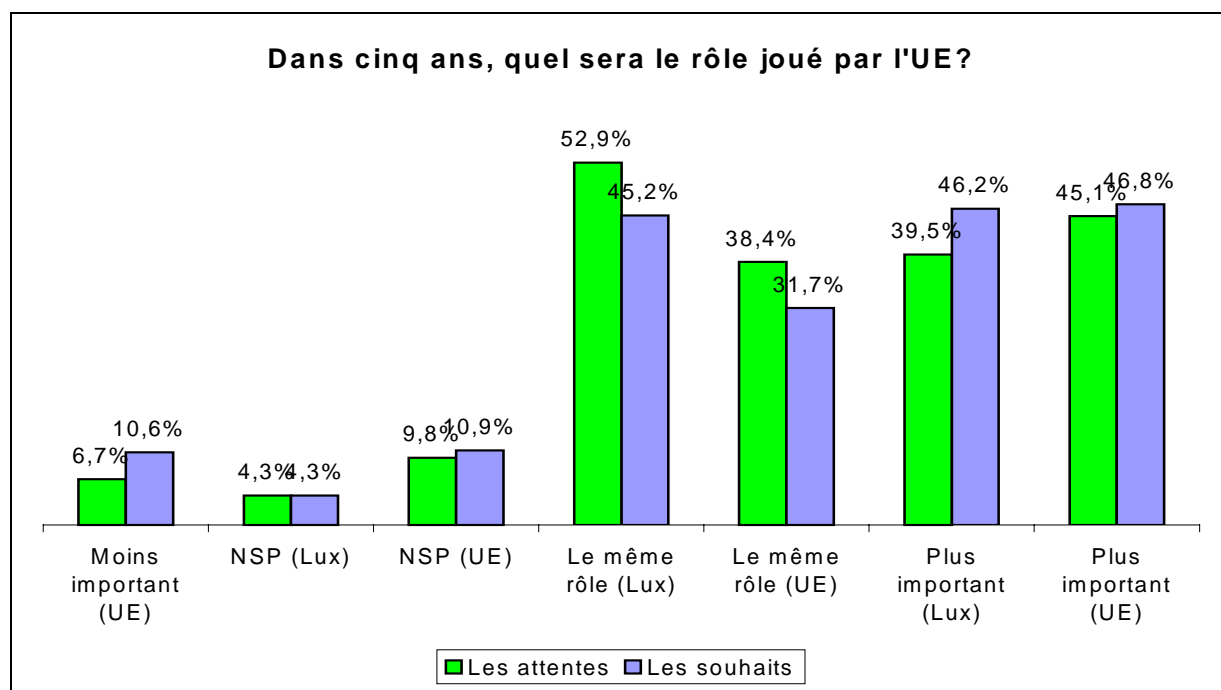
### Vitesse actuelle et vitesse souhaitée de la construction européenne (UE)



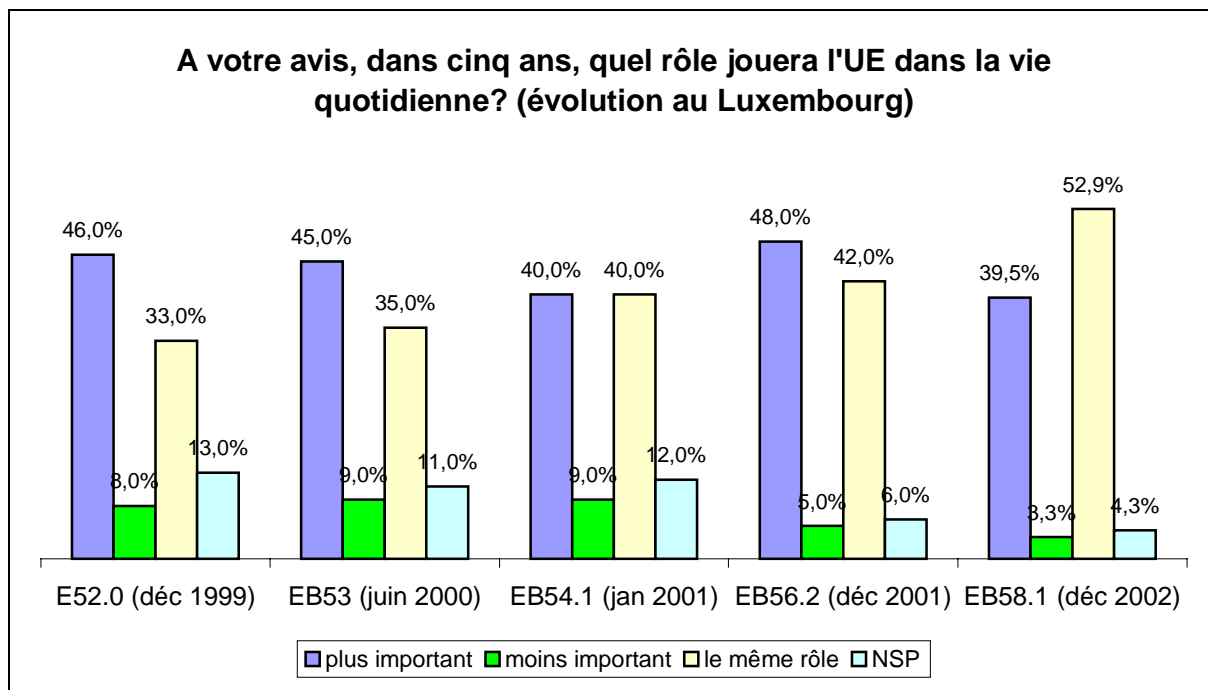
## II.11. Pas de changement de l'importance du rôle de l'UE

La majorité des sondés luxembourgeois s'attendent à ce que le rôle de l'UE dans cinq ans soit plus ou moins le même (53%), alors que 40% s'attendent à un accroissement de son importance. En termes de souhait, la majorité (46%) exprime son désir à voir augmenter l'importance du rôle joué par l'UE.

Au niveau européen, ceux qui estiment que dans cinq ans l'UE jouera un rôle plus important, sont les plus nombreux (45%), ce qui renforce aussi leurs souhaits: 47% des Européens souhaitent que l'UE joue un rôle plus important dans les cinq ans à venir.



L'évolution des réponses au Luxembourg montre que la proportion des sondés qui estiment que l'UE jouera le même rôle dans les années à venir, est en progression constante, en passant de 33% en décembre 1999 à 53% pour décembre 2002.

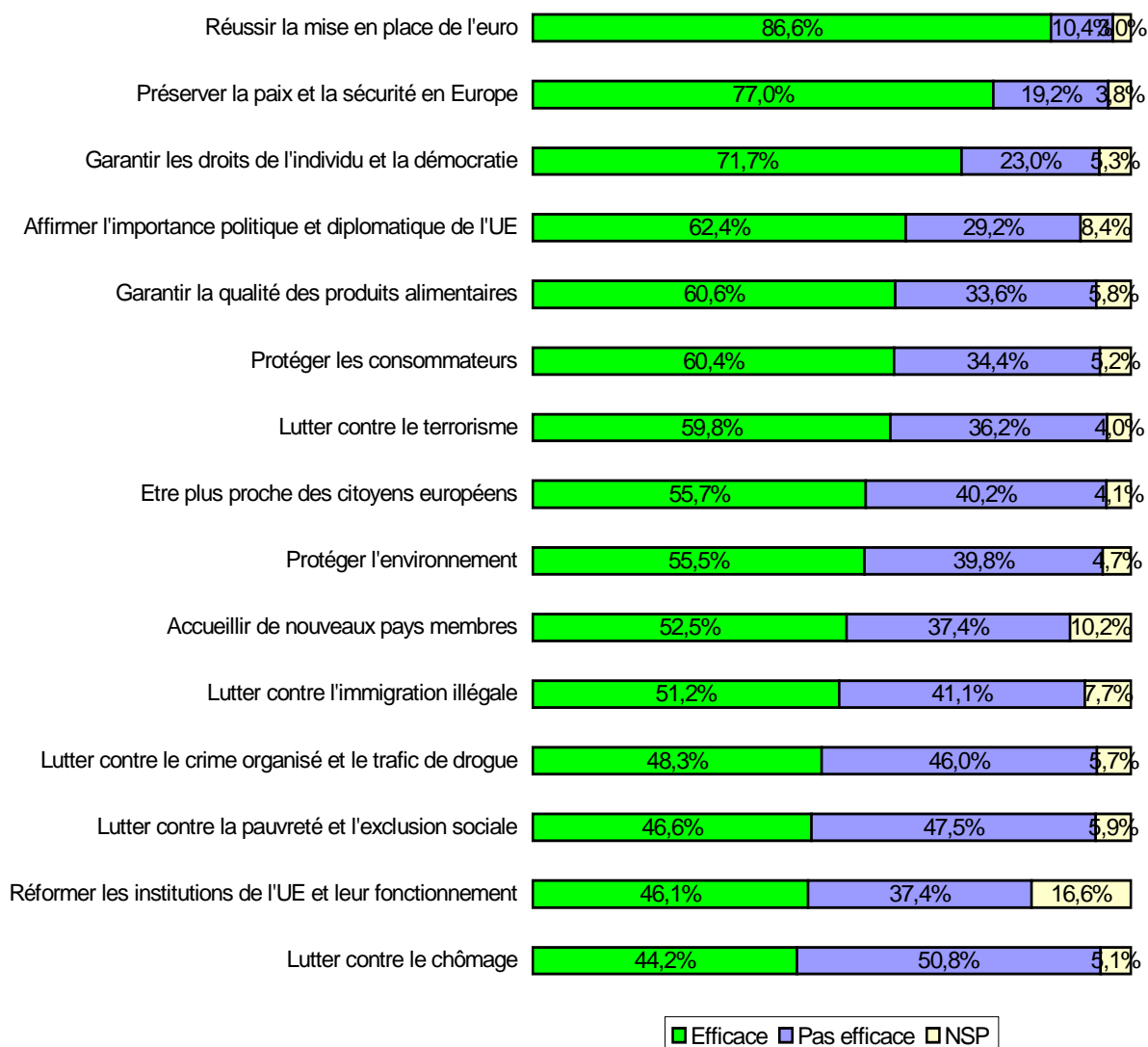


## II.12. L'action de l'UE efficace dans certains domaines

En ce qui concerne l'opinion des sondés luxembourgeois sur l'efficacité des actions de l'UE, 87% estiment que son action est efficace pour la réussite de la mise en place de l'euro, 77% pour préserver la paix et la sécurité en Europe, 72% pour garantir les droits de l'individu et la démocratie et 62% pour affirmer l'importance politique et diplomatique de l'UE.

Seuls 46% des sondés luxembourgeois pensent que son action est efficace pour réformer les institutions de l'UE et leur fonctionnement. Une majorité (51%) est même d'avis que l'action de l'UE est inefficace pour lutter contre le chômage.

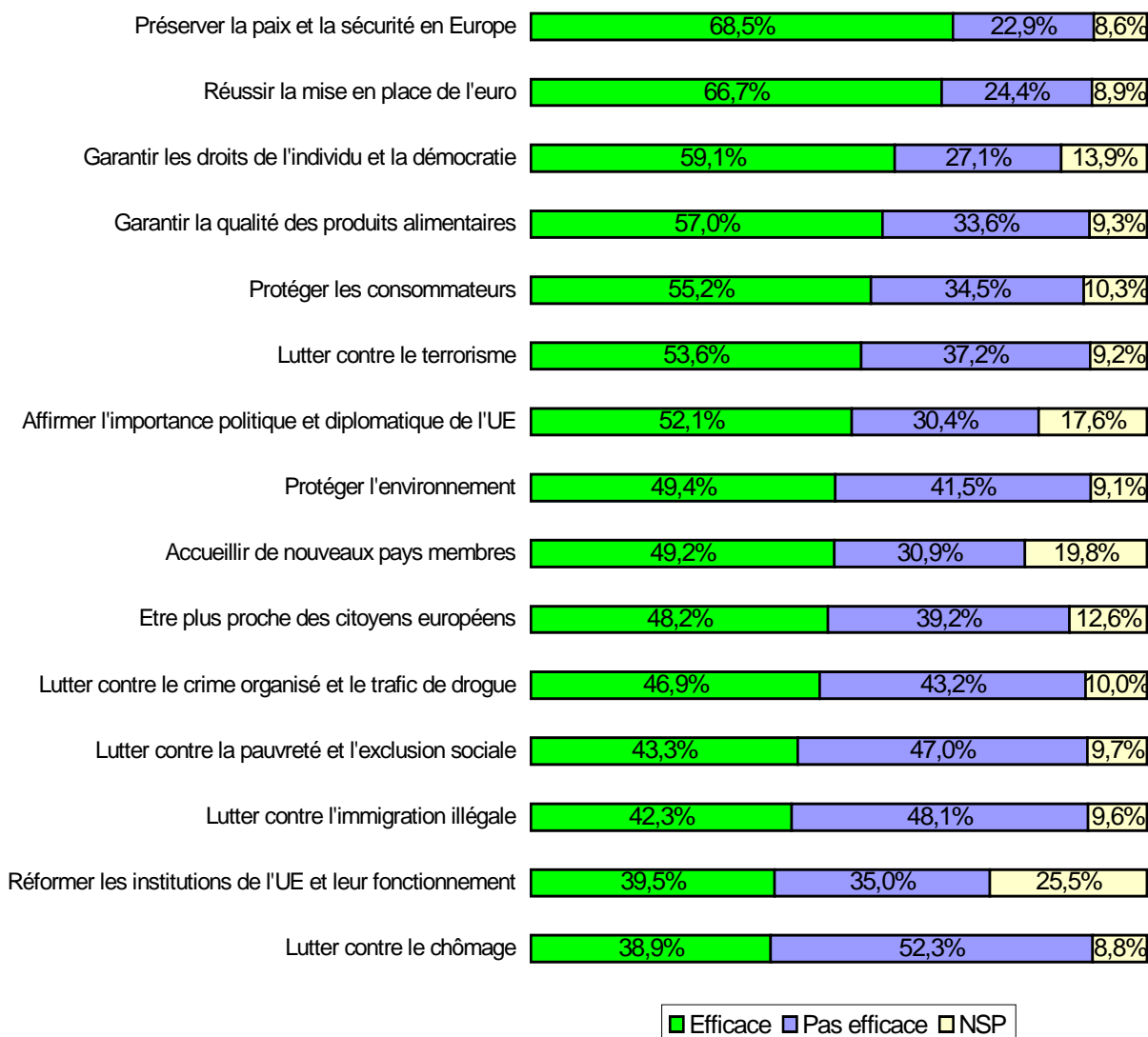
### Pour chacun des domaines suivants, l'action de l'UE serait...? (Luxembourg)



Au niveau européen, la tendance est identique, mais les taux des réponses sont tous moins élevés, les personnes au Luxembourg ayant donc une plus grande confiance dans l'efficacité de l'UE que la moyenne des citoyens de l'UE. 69% pensent que l'action de l'UE est efficace pour préserver la paix en Europe, 67% pour réussir la mise en place de l'euro, 59% pour garantir les droits de l'individu et la démocratie et 55% pour protéger les consommateurs.

Seuls 40% des citoyens européens pensent l'action de l'UE est efficace pour réformer les institutions de l'UE et leur fonctionnement. Une majorité (52%) estime que son action est inefficace pour lutter contre le chômage.

### Pour chacun des domaines suivants, l'action de l'UE serait...? (UE)

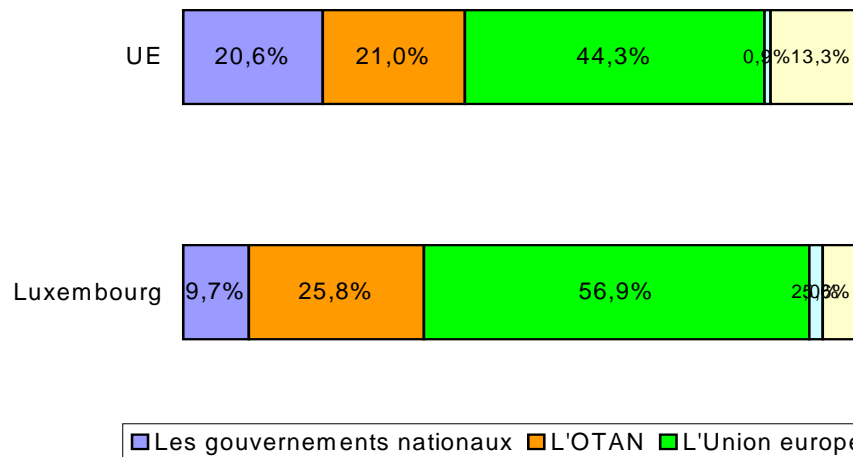


### II.13. Une majorité pour une prise de décision commune en matière de défense

En matière de politique de défense commune, les sondés luxembourgeois estiment à une large majorité que les décisions devraient être prises par l'UE (57%), suivie de l'OTAN (26%) et du gouvernement national (10% des réponses favorables).

Au niveau européen, les réponses suivent la même tendance, avec des taux moins élevés: 44% des sondés sont en faveur d'une prise de décision par l'UE, 21% par l'OTAN et autant par les gouvernements nationaux (plus que le double du taux relevé au Luxembourg).

### Les décisions concernant la politique européenne de défense devraient être prises par...?





### **III. Intérêt général pour les sujets politiques**

La troisième partie couvre le sentiment que l'UE inspire aux citoyens, leur vision par rapport à leur appartenance à une nationalité, leur fierté d'être Européen, le processus décisionnel partagé entre autorités européennes et nationales en fonction des sujets, ainsi que l'aisance avec laquelle ils utilisent l'euro.

#### **III.1 Titulaire de la nationalité et Européen**

En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 49% (+1 point) dans l'UE et 51% (+8 points) au Luxembourg.

Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (38%, inchangé) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg (18%, -9 points).

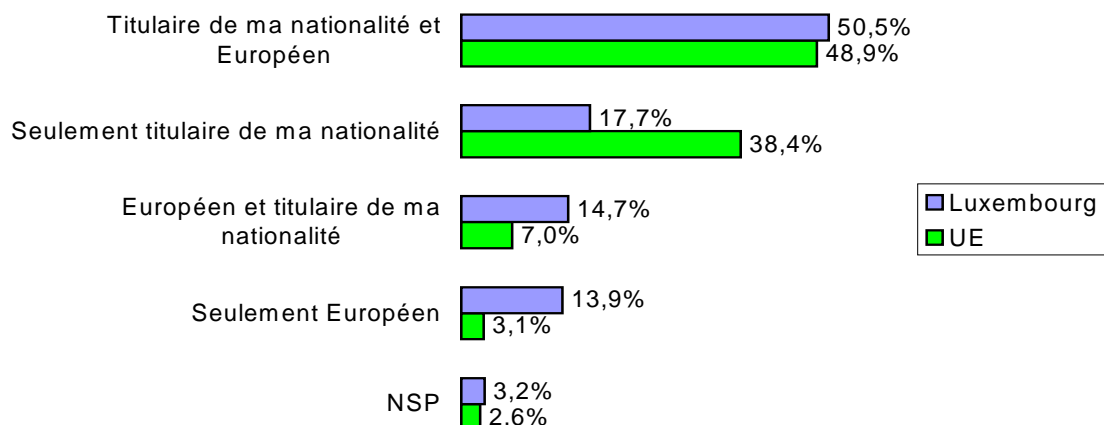
Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 14% (+2 points) des habitants du Luxembourg et pour 7% (stable) des Européens.

Si 3% (-1 point) des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint toutefois 14% (stable) au Luxembourg.

Au Luxembourg, les femmes tiennent plus au titre unique de leur nationalité (19%) que les hommes (17%), mais elles sont aussi plus ouvertes pour se voir uniquement Européennes (16%) que les hommes (13%). Les femmes (52%) sont plus favorables à l'idée d'être titulaires des deux nationalités, la priorité étant accordée à la propre nationalité, que les hommes (49%). 16% se voient Européennes et titulaires de leur nationalité par rapport à 13% chez les hommes.

Ce sont les chômeurs (49%) qui tiennent le plus à leur nationalité. Les professions libérales sont les moins favorables à la perspective d'être uniquement Européens (9%).

### Dans un avenir proche, vous voyez-vous ...

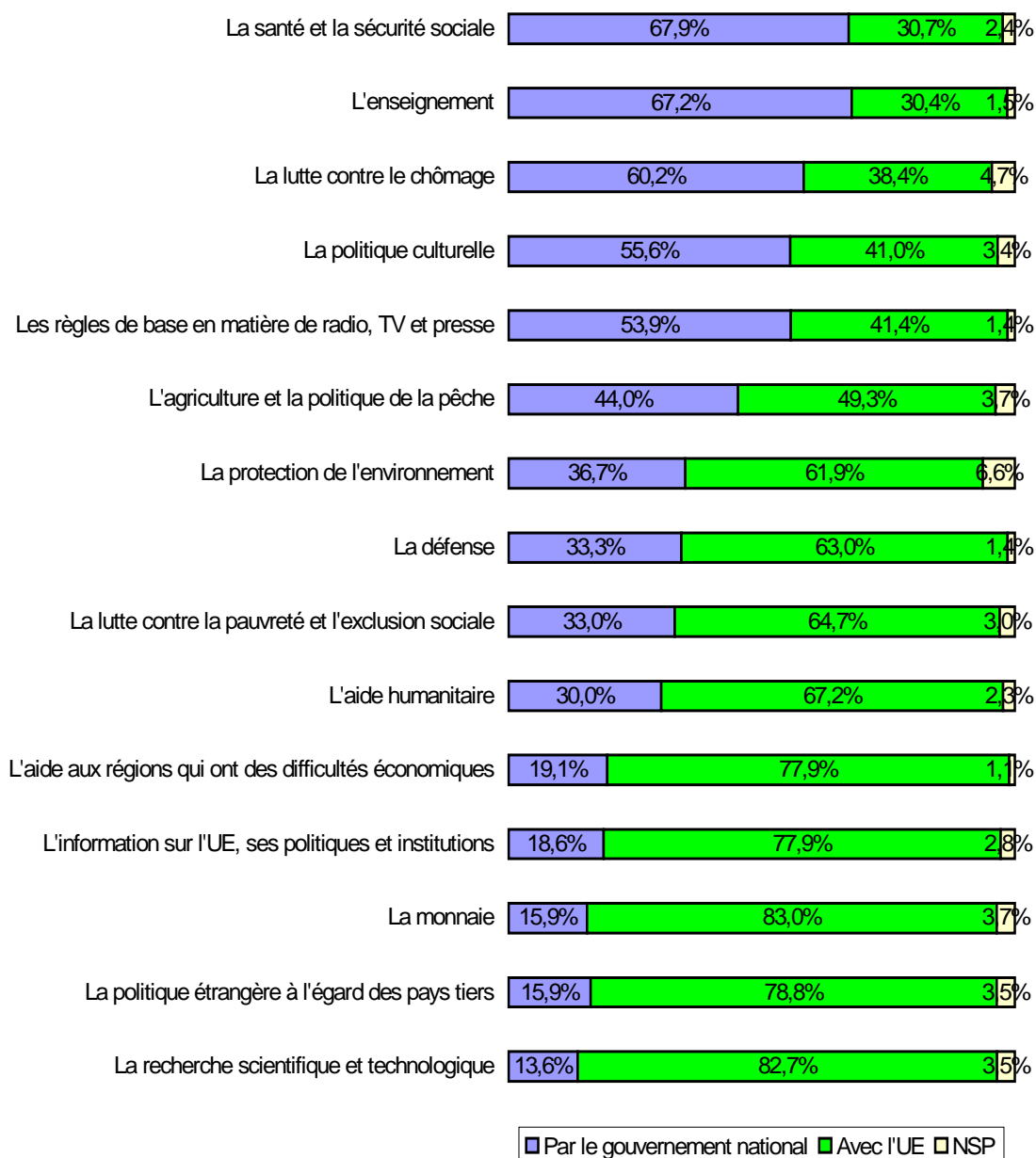


### III.2. La santé, la sécurité sociale et l'enseignement doivent rester de la compétence nationale

Au Luxembourg, majoritairement, la santé et la sécurité sociale (68%), l'enseignement (67%), la lutte contre le chômage (60%), la politique culturelle (56%) et les règles de base en matière de médias (54%) devraient rester du domaine de la compétence nationale.

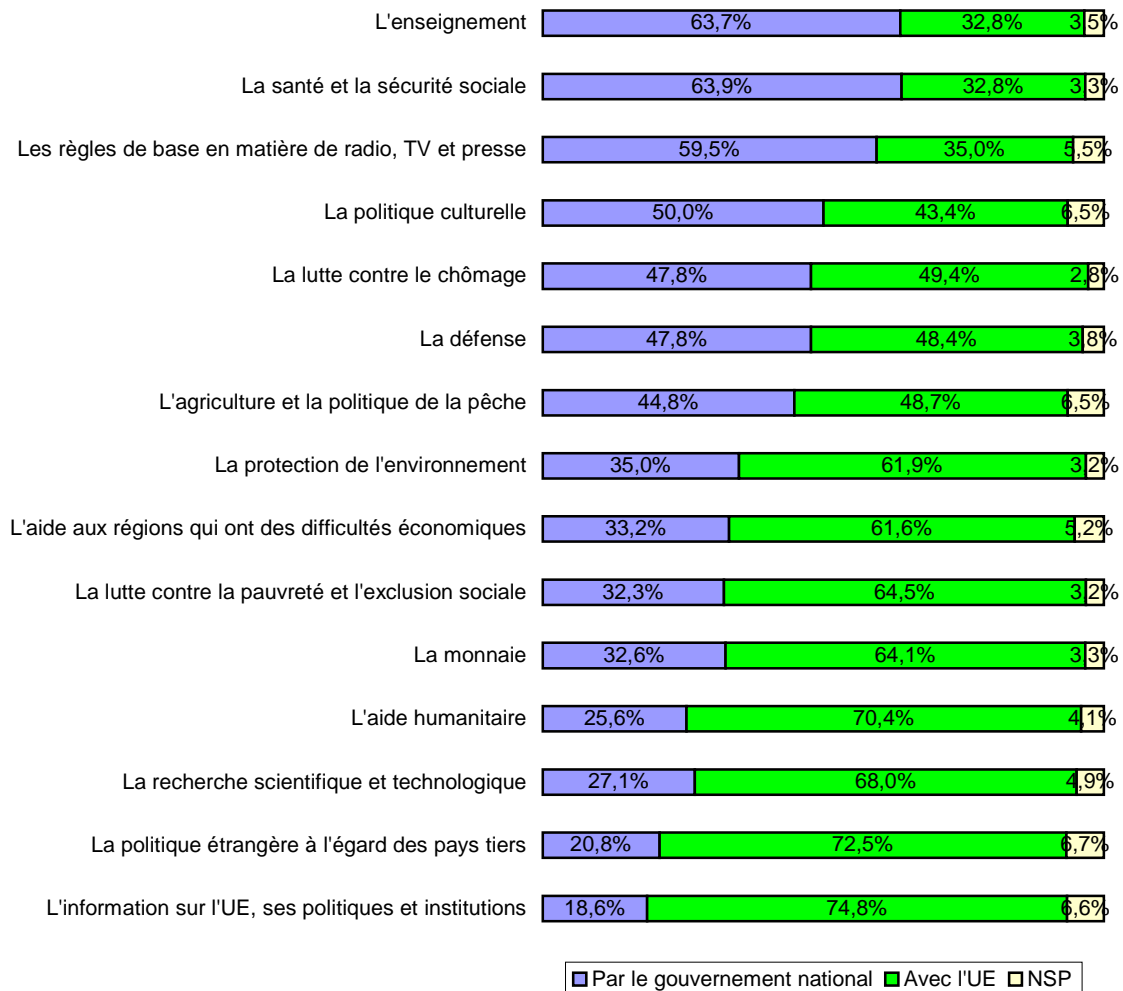
A l'opposé, les décisions devraient être prises avec l'UE pour la monnaie (83%), la recherche scientifique et technologique (83%), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (79%), l'information sur l'UE et ses politiques (78%), l'aide aux régions en difficultés (78%), l'aide humanitaire (67%), la lutte contre la pauvreté (65%), la défense (63%), l'environnement (62%), l'agriculture et la pêche (49%).

## Selon vous, les décisions dans les domaines suivants doivent être prises par ... (Luxembourg)



Les sondés européens estiment majoritairement que la santé et la sécurité sociale (64%), l'enseignement (64%), les règles de base en matière de médias (60%) et la politique culturelle (50%) devraient rester de la compétence nationale. A l'inverse, pour tous les autres domaines, les citoyens européens se prononcent en majorité pour une prise de décision partagée avec l'UE. Ceci vaut, en ordre décroissant, pour l'information sur l'UE et ses politiques (75%), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (73%), l'aide humanitaire (70%), la recherche scientifique (68%), la lutte contre la pauvreté (65%), la monnaie (64%), l'environnement (62%), l'aide aux régions en difficultés (62%), la lutte contre le chômage (49%), l'agriculture et la pêche (49%) et la défense (48%).

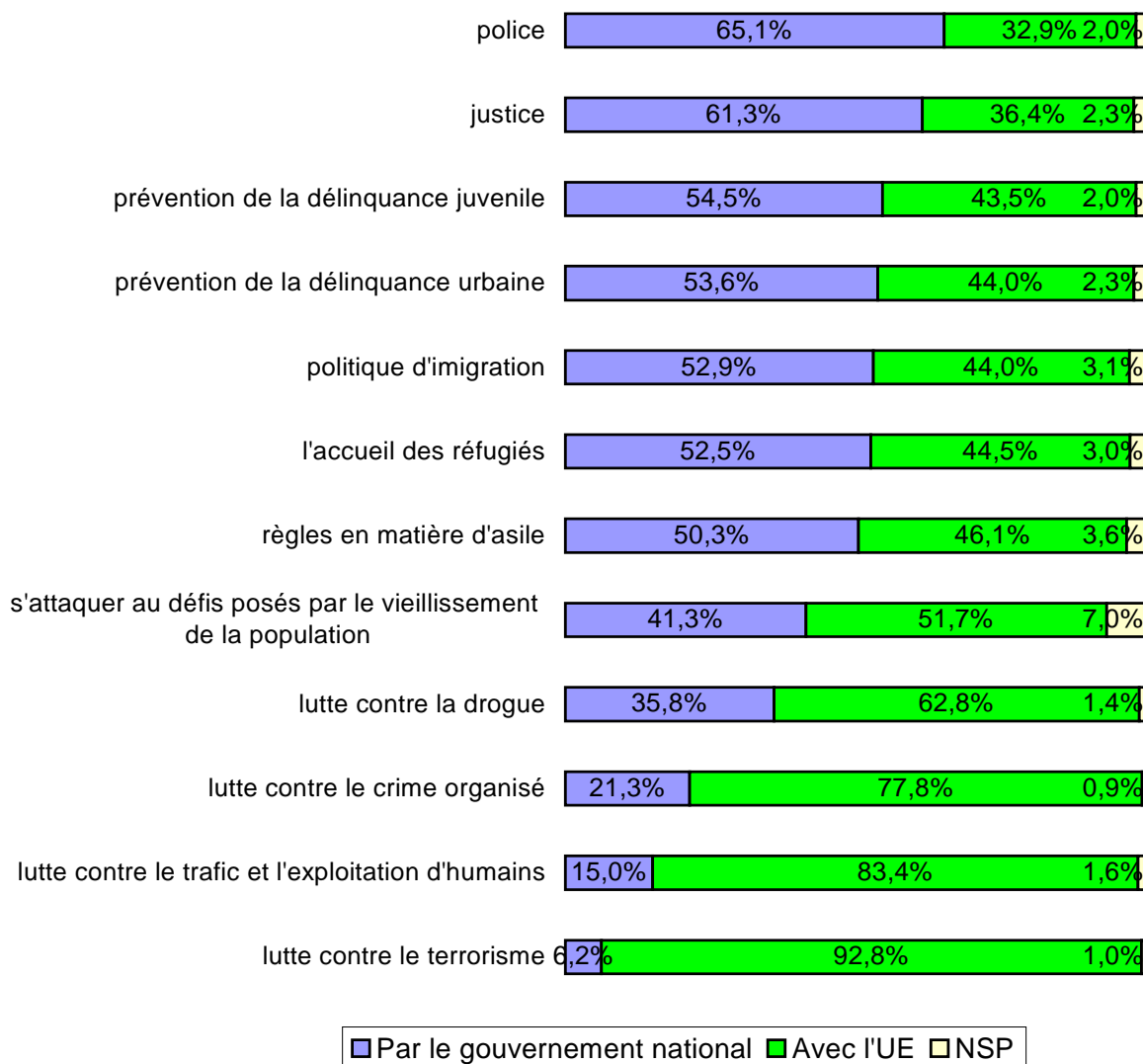
**Selon vous, les décisions dans les domaines suivants  
doivent être prises par ... (UE)**



Au Luxembourg, les sondés sont majoritairement d'avis que la police (65%), la justice (61%), la prévention de la délinquance juvénile (55%), la prévention de la délinquance urbaine (54%), la politique d'immigration (53%), l'accueil des réfugiés (53%), les règles en matière d'asile (50%) devraient rester du domaine de la compétence nationale.

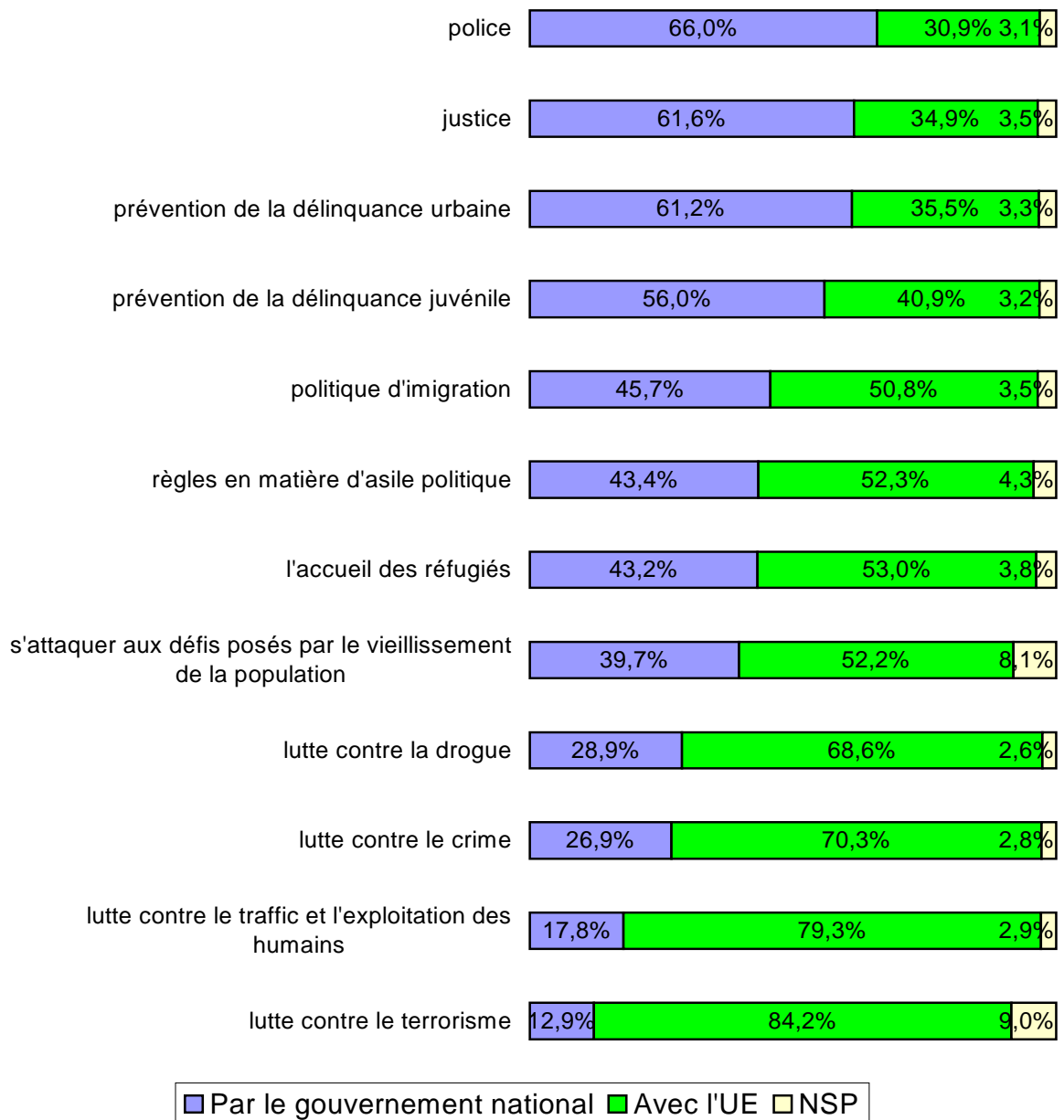
A l'opposé, les décisions devraient être prises avec l'UE pour la lutte contre le terrorisme (93%), la lutte contre le trafic et l'exploitation d'humains (83%), la lutte contre le crime organisé (78%), la lutte contre la drogue (63%) et l'attaque aux défis posés par le vieillissement de la population (52%)

### Et pour chacun des domaines suivants, la décision devrait être prise ... (Luxembourg)



Les sondés européens estiment majoritairement que la police (66%), la justice (62%), la prévention de la délinquance urbaine (61%) ainsi que la prévention de la délinquance juvénile (56%) devraient rester de la compétence nationale. A l'inverse, pour tous les autres domaines, les citoyens européens, cette fois-ci plus ouverts pour une compétence partagée que les habitants du Luxembourg, se prononcent en majorité pour une prise de décision partagée avec l'UE. Ceci vaut, en ordre dégressif, pour la lutte contre le terrorisme (84%), la lutte contre le trafic et l'exploitation des humains (79%), la lutte contre le crime (70%), la lutte contre la drogue (69%), l'accueil des réfugiés (53%), les règles en matière d'asile politique (52%), les défis posés par le vieillissement de la population (52%), et la politique d'immigration (51%).

**Et pour chacun des domaines suivants,  
la décision devrait être prise ... (UE)**



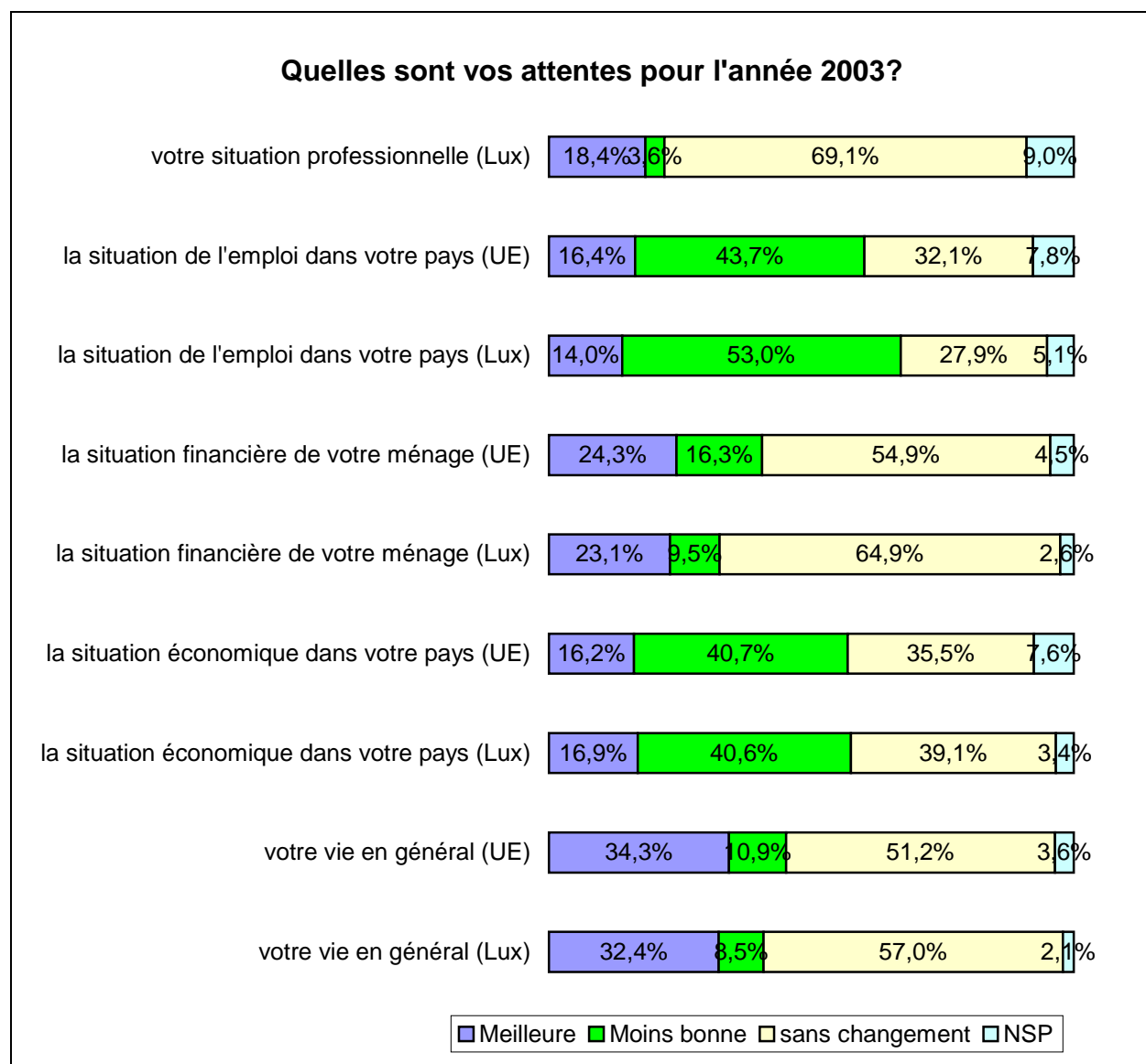
### III.3. Des attentes négatives en matière d'emploi pour 2003

Tant au niveau de l'UE que du Luxembourg, ce sont la situation de l'emploi et l'évolution économique qui inquiètent pour l'année 2003.

Au Luxembourg 53% des sondés estiment que la situation de l'emploi et 41% que la situation économique seront moins bonnes. En ce qui concerne la situation professionnelle et la situation financière du ménage, respectivement 70% et 65% des sondés pensent qu'il n'y aura pas de changement. Pour 57% des résidents, la vie en général restera sans changement.

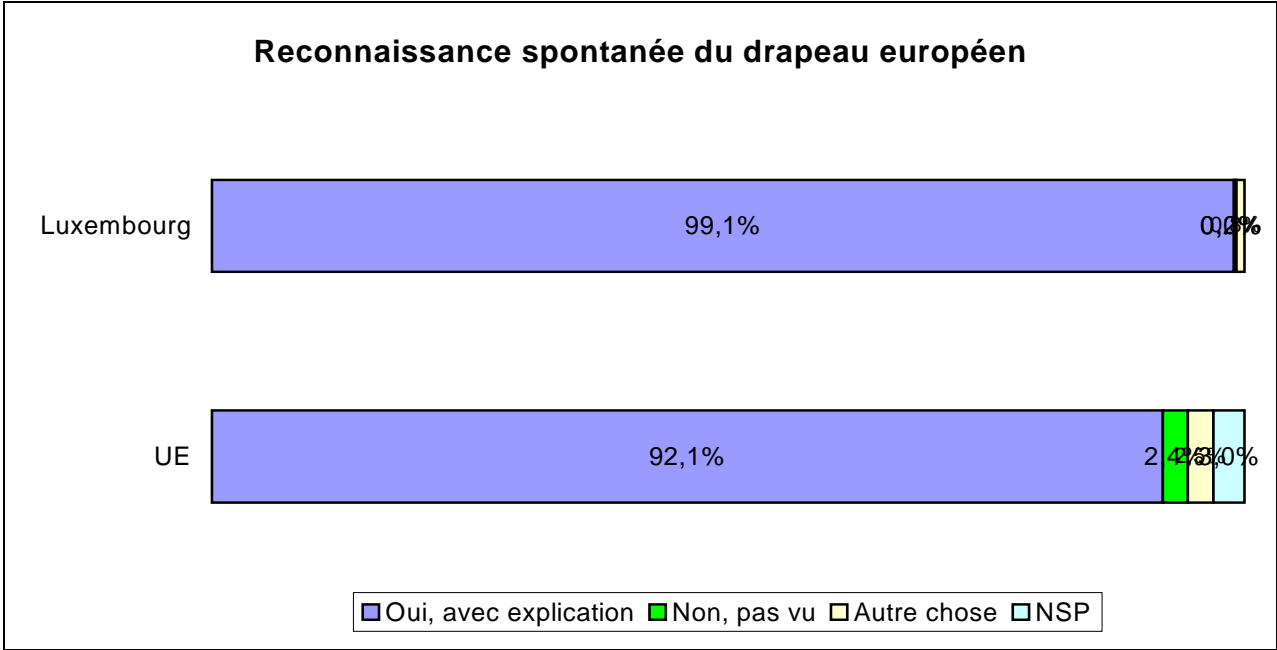
Au niveau de l'UE, 44% des sondés pensent que la situation de l'emploi et 41% que la situation économique seront moins bonnes. Les Européens ne s'attendent pas majoritairement à des changements pour leur situation professionnelle (61%) et pour la situation financière de leur ménage (55%). Pour 51% des Européens, la vie restera en général sans changement.

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont principalement les managers (65%), les indépendants (51%) et les cols blancs (51%) qui pensent que la situation économique du Luxembourg va s'empirer.



III.4. Une très forte reconnaissance du drapeau européen

Presque tous les sondés luxembourgeois, c'est-à-dire 99%, reconnaissent spontanément le drapeau européen, comparé à 92% des sondés européens.



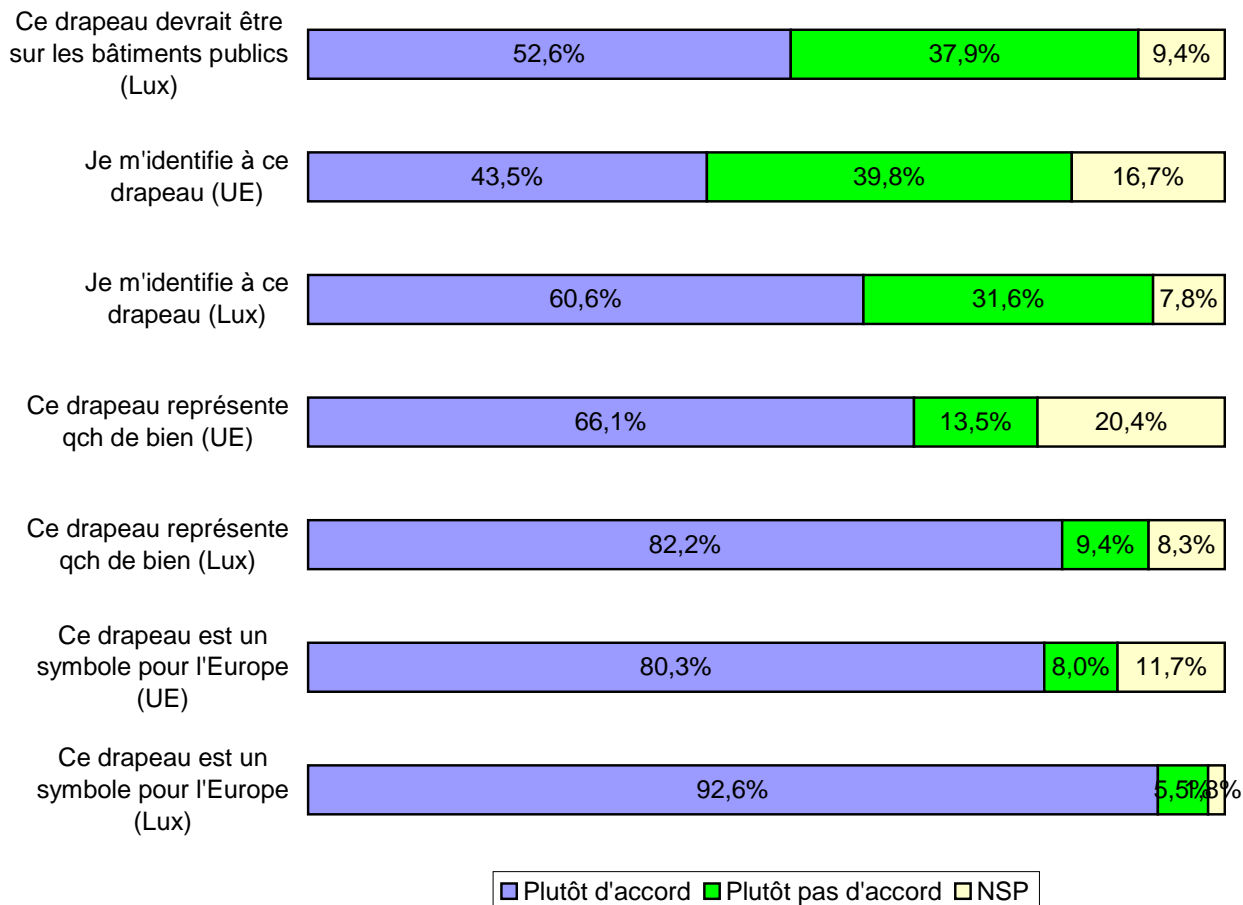
	Oui, avec explication	Non, pas vu	Autre chose	NSP
Luxembourg	99,1%	0,2%	0,8%	0,0%
UE	92,1%	2,4%	2,5%	3,0%

Les personnes sondées au Luxembourg sont également plus attachées au drapeau européen que la moyenne des citoyens de l'UE. Pour 93% (UE: 80%), le drapeau européen représente un symbole pour l'Europe, et pour 82% (UE: 66%) quelque chose de bien. 61% (UE: 43%) s'identifient avec le drapeau et 53% (UE: 51%) plaident pour qu'il soit laissé sur tous les bâtiments publics à côté du drapeau national.

Au Luxembourg les catégories d'âges dépassant 40 ans se sentent les plus concernées par le symbole du drapeau européen, au niveau communautaire, par contre, ce sont surtout les jeunes qui s'identifient avec lui.



### Que représente pour vous le drapeau européen?

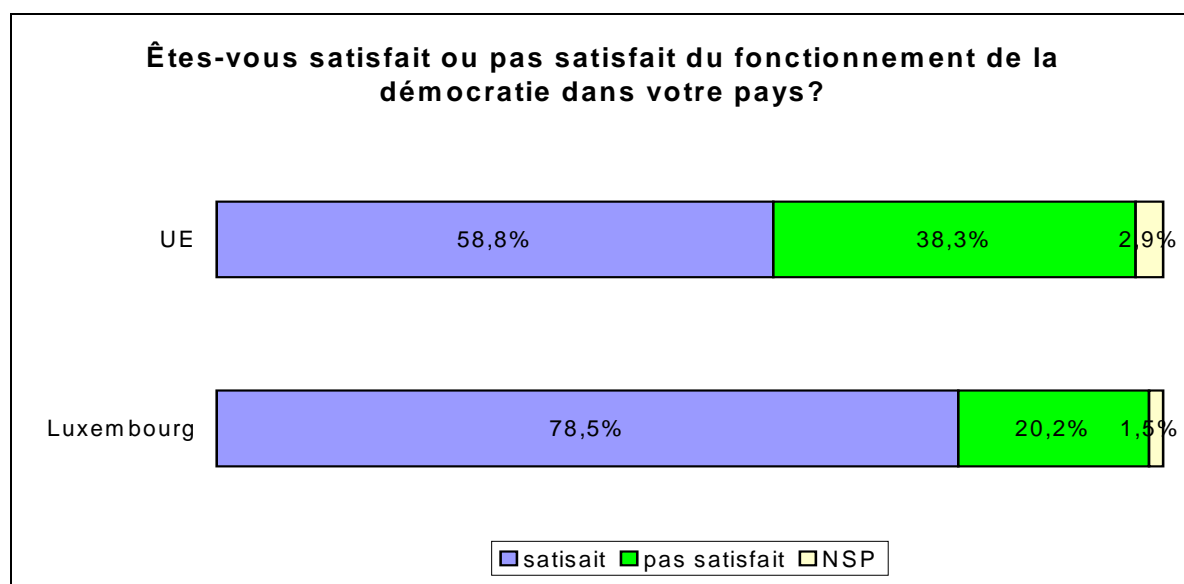


### III.5. Une très large majorité satisfaite du fonctionnement de la démocratie

Près de quatre cinquièmes des citoyens au Luxembourg sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays contre seulement 59% des Européens.

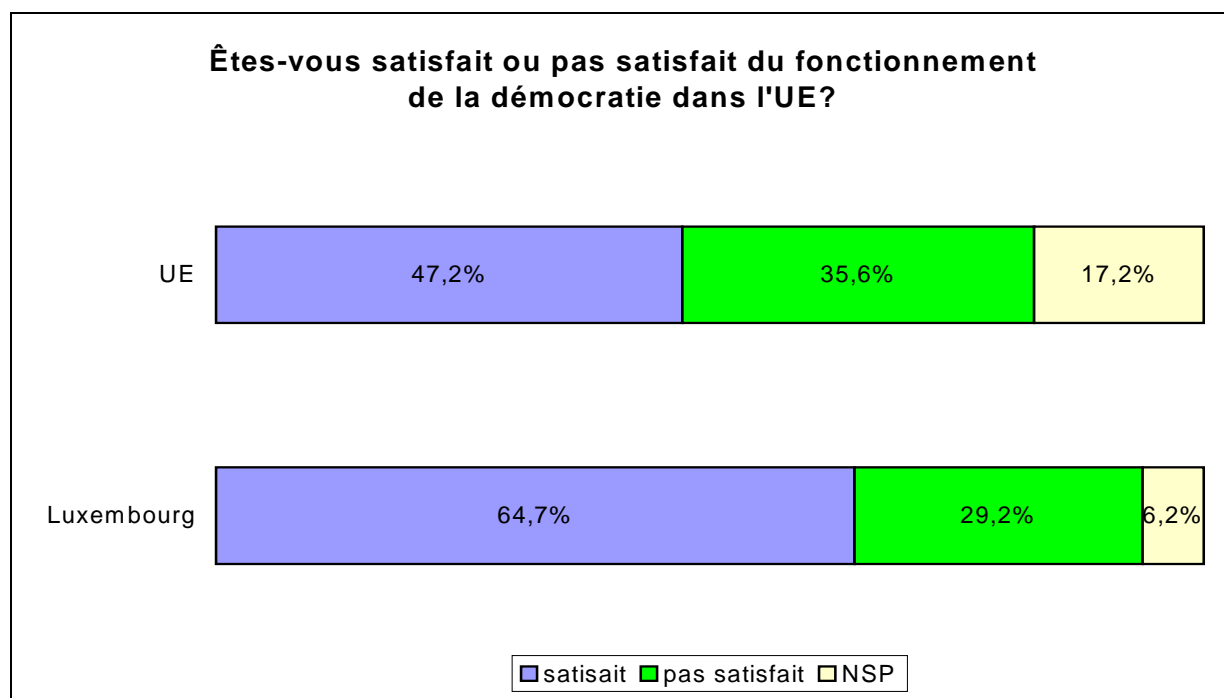
La satisfaction est particulièrement élevée parmi les personnes au foyer (88%), les retraités (81%), les étudiants (81%) et les ouvriers (78%), et, en termes de catégories d'âges, parmi les 55 ans et plus (82%), et les 40-54 ans (80%).

Au niveau européen, ce sont surtout les 55 ans et plus (59%) ainsi que, les 15-24 ans (59%) qui donnent une réponse positive. En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, sont satisfaits en premier lieu les managers (70%), suivis des étudiants (63%) et des cols blancs (59%).



Au Luxembourg, près de deux tiers, c'est-à-dire 65% des sondés sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre seulement 47% des sondés européens.

Le taux de satisfaction est le plus élevé parmi les 15-24 ans (72%), suivis des 55 ans et plus (65%), ainsi qu'en termes de catégories socioprofessionnelles, parmi les étudiants (77%), suivis des indépendants (74%) et des personnes au foyer (70%).



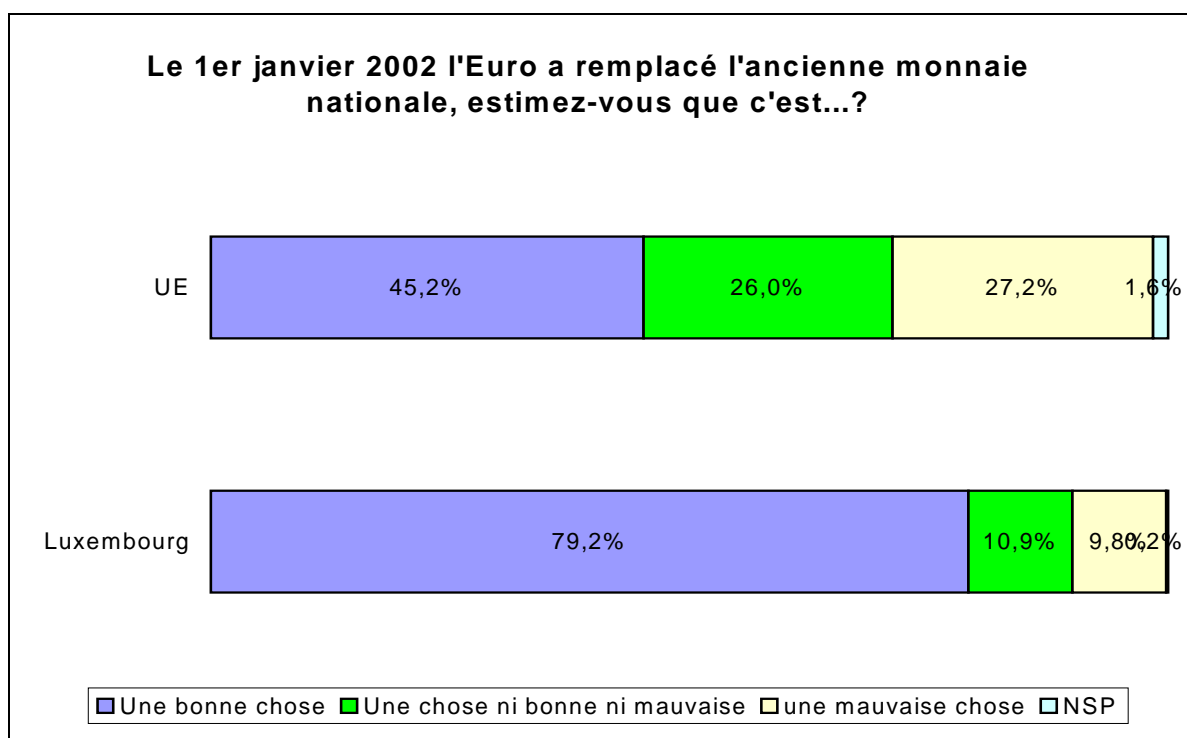
### III.6. Une large majorité estime que l'euro est une bonne chose

L'euro fait désormais partie de la vie quotidienne au Luxembourg, puisque 79% estiment que la monnaie unique est une bonne chose. Seulement 10% auraient préféré garder l'ancienne monnaie nationale.

Au niveau européen, seulement 45% des habitants de l'UE trouvent l'euro une bonne chose, 26% pensent que c'est ni une bonne ni une mauvaise chose. Ce pourcentage se limite à 11% au Luxembourg.

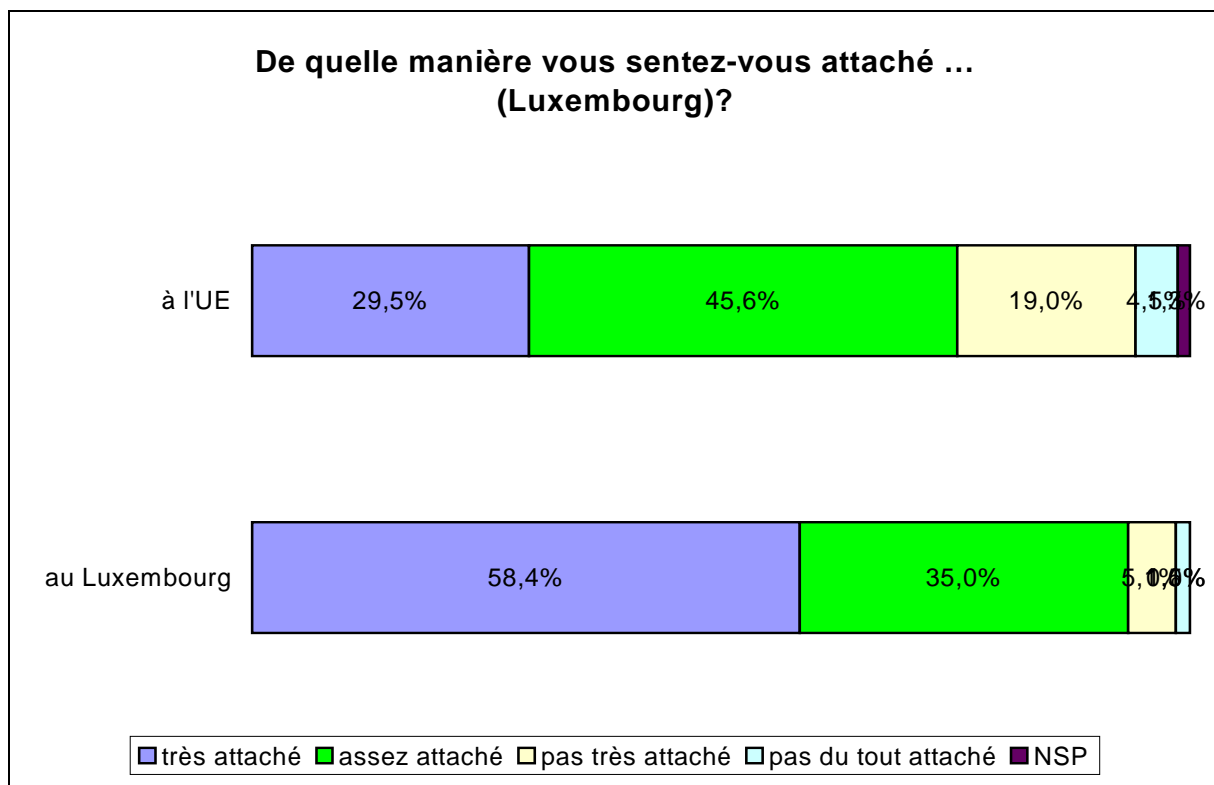
Au Luxembourg et par catégorie d'âge, ce sont les 40-54 ans (82%), les 25-39 ans (81%) et les 55 ans et plus (78%) qui estiment que l'euro est une bonne chose. Au niveau européen, les 15-24 ans (53%), les 40-54 ans (48%) et les 25-39 ans (48%) se trouvent en tête.

Au Luxembourg et par catégorie socioprofessionnelle, les managers (85%) et les cols blancs (85%) se sont le plus familiarisés avec l'euro. Au niveau de l'UE, tel est le cas pour les managers (60%), les étudiants (59%) et les professions libérales (56%).



### III.7. L'attachement à son pays et à l'UE est fort

94% des sondés au Luxembourg se sentent assez, voire très attachés au Luxembourg. 75% des réponses font preuve d'attachement à l'UE.

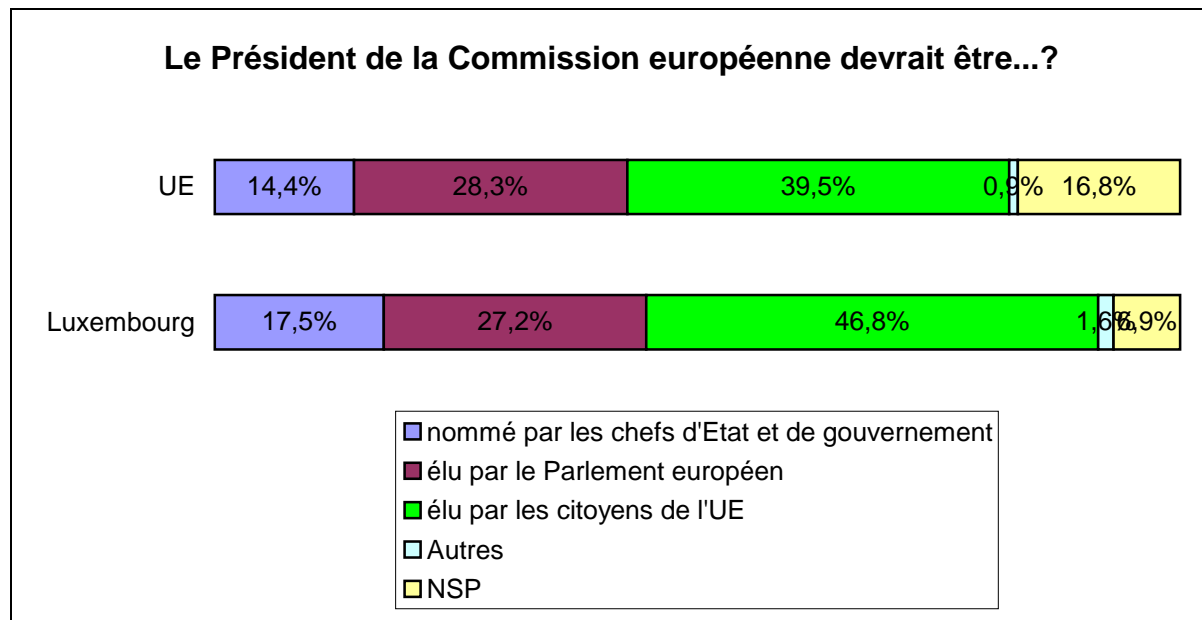


### III.8. Pour une élection directe du président de la Commission

Trois options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: élection directe par les citoyens, élection par le Parlement européen ou nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement. L'élection directe (47%, +5 points) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen (27%, -3 points). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 39% (+5 points) se prononçant en faveur de l'élection directe et 28% (-3 points) en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 18% (stable) des sondés au Luxembourg et 14% (stable) des citoyens de l'UE.

Au Luxembourg, 45% des hommes pensent que le président devrait être élu par le peuple européen, 26% par le Parlement européen et 18% nommé par les chefs d'Etat et de gouvernement. Les femmes sont plus favorables à une élection directe par les citoyens (49%), 28% se prononcent pour l'élection par le Parlement européen et 17% pour la nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement.

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, les indépendants (41%) sont largement favorables à une élection par le Parlement européen, alors que 32% d'entre eux se prononcent pour l'élection directe. Les étudiants sont majoritairement pour l'élection directe (58%), par rapport à 11% qui se prononcent en faveur de l'élection par le Parlement européen.



## Conclusion

### Une majorité des citoyens du Luxembourg souhaite limiter l'élargissement à certains pays candidats

Le pourcentage des opposants à l'élargissement a augmenté légèrement



Placés devant le choix de savoir dans quelle mesure l'Union européenne devrait s'élargir, les habitants du Luxembourg ont une opinion décidée et en même temps restrictive: selon 61% (+4 points par rapport à EB 57.1) l'Union doit se limiter à intégrer certains pays candidats (contre 46% au niveau communautaire), pour 15% (+1 point) seulement, elle devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie (20% au niveau communautaire). 18% (+1 point) s'opposent à un élargissement.

Par rapport à l'Eurobaromètre précédent (57.1), effectué en mai 2002, les résultats relevés au Luxembourg ont changé: le pourcentage des partisans de l'élargissement à tous les pays européens a augmenté de 14% à 15%. Le pourcentage des personnes s'opposant à un élargissement a augmenté au Luxembourg, passant de 17% à 18%, alors qu'au niveau communautaire, il a baissé, passant de 21% à 19%.

C'est ce qui se dégage du sondage Eurobaromètre 58.1, réalisé par la Commission européenne au printemps. Ce sondage donne un aperçu global de ce pensent les Européens sur l'élargissement, leur état d'information sur l'UE ainsi que leur intérêt général pour les sujets politiques. Le sondage a tenu compte de la situation démographique très particulière du Luxembourg, l'échantillon des personnes interrogées comprenant 71% de nationalité luxembourgeoise et 29% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial élaboré par la Représentation de la Commission se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Est-ce que la réticence trouve son origine seulement dans le manque d'information sur l'élargissement? Plus d'un tiers (37%, +5 points de pourcentage) des habitants du Luxembourg se déclarent bien ou très bien informés à propos de l'élargissement, la moyenne européenne se limitant toutefois à 21% (+1 point).

D'autres thèmes en rapport avec l'élargissement ayant été traités dans [l'Eurobaromètre 57.1](#), il est très utile de s'y reporter.

### Un processus décisionnel plus difficile

Différentes questions ont été posées sur l'impact potentiel de l'élargissement. Au sein de l'Union et au Luxembourg, la tendance observée est identique, le taux des personnes se disant d'accord avec la proposition étant toutefois pour tous les cas de figure supérieur au Luxembourg à la moyenne UE. Au Luxembourg, 86% des sondés (UE: 66%) estiment que le processus décisionnel sera plus difficile avec plus d'Etats membres, 79% (UE: 66%) pensent que l'Union gagnera en importance dans le

monde. Pour 77,1% (UE: 64%), l'Union s'enrichira sur le plan culturel, pour 66% (UE: 58%) elle n'échappera pas à une réforme de ses institutions avant l'élargissement, pour 50% (UE: 51%) le maintien de la paix sera mieux garanti (seule affirmation où le taux UE est supérieure à celui du Luxembourg).

Parmi les appréhensions devant l'Europe qui se construit, les citoyens du Luxembourg citent en premier lieu la crainte que le pays recevra moins d'aides financières de l'Union (51%, UE: 52%), l'augmentation du chômage (50%, UE : 44%), et une diminution de l'importance du pays (46%, UE : 39%). L'élargissement coûtera-t-il plus cher aux Etats membres actuels? 26% sont de cet avis au Luxembourg, 24% au niveau de l'UE.

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 67% (stable) considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 53% (+3 points) des sondés européens. Au niveau de l'UE, près de 24% (-1 point) se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 21% (+4 points) au Luxembourg.

### **Bonnes connaissances sur l'Europe**

Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (85%), les quotidiens (63%) et la radio (57%). Cette tendance est similaire à celle constatée au niveau de l'UE, les taux étant toutefois substantiellement moins élevés.

La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (83%, +2 points de pourcent par rapport à mai 2002) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 55% (+1 point) des citoyens européens.

Près de trois quarts (72%, +2 points) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 50% (-1 point) des citoyens au niveau européen. Plus d'un quart des sondés européens (28%) affirme que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 17% au Luxembourg (stable).

### **Une image positive de l'Union et des institutions**

L'image positive que les habitants du Luxembourg retiennent de l'UE se reflète aussi dans leur jugement sur l'impact que l'intégration exerce sur leur vie personnelle. 42% (+3 points) d'entre eux estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, 49% (stable) pensent que l'UE a entraîné autant d'avantages que de désavantages. Pour l'ensemble de l'UE, ces taux sont moins élevés, avec resp. 27% (-1 point) et 46% (+4 points).

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE. 98% (UE: 92%) des sondés connaissent le Parlement européen, 95% (UE: 80%) la Commission européenne, 92% (UE: 72%) la Cour de justice, 93% (UE: 74%) la Banque centrale européenne et 88% (UE: 66%) le Conseil des ministres.

Le médiateur européen (Luxembourg: 37%, UE: 36%) et le Comité des Régions (Luxembourg: 35%, UE: 29%) sont les institutions les moins connues.

La conséquence logique qui se dégage des réponses précédentes est que les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. La Cour de justice (77%, UE: 54%) se trouve en tête, devant le Parlement européen (75%, UE: 59%), la Commission européenne (74%, UE: 53%), la Banque centrale européenne (72%, UE: 49%) et le Conseil des ministres (67%, UE: 45%).

Les sondés luxembourgeois placent le médiateur européen en dernière position, avec 39%. Au niveau européen, cette place revient, avec 29%, à la Convention sur l'avenir de l'UE, alors qu'au Luxembourg, même si elle se retrouve en queue de peloton, elle rassemble néanmoins 52% des réponses positives en termes de confiance.

### **Une image largement positive pour deux tiers des habitants du Luxembourg**

Pour 66% (+6 points) des habitants du Luxembourg, l'UE évoque une image très positive ou assez positive, avis partagé par seulement 50% (+1 point) des citoyens européens.

En moyenne européenne, 32% (+1 point) des citoyens retiennent de l'UE une image neutre, par rapport à 26% (-2 points) des résidents du Luxembourg.

Pour 14% (inchangé) des citoyens européens, l'UE revêt une image assez, voire très négative, ce taux se limitant à 7% (-2 points) au Luxembourg.

### **L'attachement à son pays et à l'UE est fort**

94% des sondés au Luxembourg se sentent assez, voire très attachés au Luxembourg. 75% des réponses font preuve d'attachement à l'UE.



## **En faveur de l'apprentissage du fonctionnement de l'UE aux enfants**

Diverses propositions ont été soumises aux sondés concernant des actions de l'UE. Au niveau européen, le plus fort assentiment est relevé pour la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (84%), suivi de la politique de sécurité et de défense commune (73%). Viennent ensuite le principe de la démission du président de la Commission et des commissaires en cas d'absence de majorité au Parlement européen (69%) et une politique étrangère commune (67%). L'élargissement de l'Union européenne rencontre le moins de faveur avec 52% des voix.

Au Luxembourg, les citoyens citent par ordre de priorité la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (93%), l'Union monétaire (89%) et la politique de sécurité et de défense commune (88%). Comme au niveau européen, l'élargissement se retrouve en dernière position, avec 56% d'adhésion.

## **En faveur d'une légère accélération de la construction européenne**

En comparant la vitesse de la construction européenne à un homme qui court, 31% des sondés luxembourgeois estiment qu'elle avance à un rythme moyen à l'heure actuelle, alors qu'ils souhaiteraient un rythme légèrement plus rapide de la construction européenne. Cette tendance est la même au niveau européen, avec des taux moins élevés toutefois (27% pour la vitesse moyenne actuelle, et 22% qui sont en faveur d'une accélération légère de la construction européenne).

## **D'abord titulaire de sa propre nationalité, ensuite Européen**

En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 49% (+1 point) dans l'UE et 51% (+8 points) au Luxembourg.

Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (38%, inchangé) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg (18%, -9 points).

Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 14% (+2 points) des habitants du Luxembourg et pour 7% (stable) des Européens.

Si 3% (-1 point) des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint toutefois 14% (stable) au Luxembourg.

## **La santé et la sécurité sociale doivent rester de la compétence nationale**

Au Luxembourg et au niveau européen, la santé, la sécurité sociale et l'enseignement sont considérés par la majorité des sondés pour être du domaine de compétence exclusive du gouvernement national.

L'euro fait désormais partie de la vie quotidienne au Luxembourg, puisque 79% des habitants estiment que la monnaie unique est une bonne chose. Seulement 10% auraient préféré garder l'ancienne monnaie nationale.

## **En faveur de l'élection directe du président de la Commission**

Trois options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: élection directe par les citoyens, élection par le Parlement européen ou nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement. L'élection directe (47%, +5 points) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen (27%, -3 points). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 39% (+5 points) se prononçant en faveur de l'élection directe et 28% (-3 points) en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 18% (stable) des sondés au Luxembourg et 14% (stable) des citoyens de l'UE.

## **Des attentes négatives en matière d'emploi pour 2003**

Quelles sont les attentes des Luxembourgeois pour l'année 2003? 53% des sondés estiment que la situation de l'emploi au Luxembourg sera moins bonne (UE : 44%). En ce qui concerne la situation professionnelle et la situation financière du ménage, 69%, respectivement 65% des sondés pensent qu'il n'y aura pas de changement. Pour 57% des résidents, la vie en général restera sans changement. 41% des sondés luxembourgeois pensent que la situation économique au Luxembourg sera moins bonne en 2003.

61% des Européens sont d'avis que leur situation professionnelle restera sans changements, 55% pensent que la situation financière de leur ménage restera sans changement et 51% sont d'avis que leur vie en général ne changera pas. En ce qui concerne la situation économique dans l'UE, 41% des sondés pensent qu'elle sera moins bonne que l'année 2002.

## **Une très forte reconnaissance du drapeau européen**

Presque tous les sondés luxembourgeois, c'est-à-dire 99%, reconnaissent spontanément le drapeau européen, comparé à 92% des sondés européens.

Les personnes sondées au Luxembourg sont également plus attachées au drapeau européen que la moyenne des citoyens de l'UE. Pour 93% (UE: 80%), le drapeau européen représente un symbole pour l'Europe, et pour 82% (UE: 66%) quelque chose de bien. 61% (UE: 43%) s'identifient avec le drapeau et 53% (UE: 51%) plaident pour qu'il soit laissé sur tous les bâtiments publics à côté du drapeau national.

### **Une majorité sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays et dans l'UE**

Près de quatre cinquièmes des citoyens au Luxembourg sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays contre seulement 59% des Européens.

Au Luxembourg, près de deux tiers, c'est-à-dire 65% des sondés sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE, contre seulement 47% des sondés européens.